

le monde **libertaire**

Hier comme aujourd'hui,

le pouvoir est maudit!



M 02137 - 1433 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Le privilège des grands
c'est de voir les catastrophes d'une terrasse. »

hebdo n° 1443

Giraudoux.

du 15 au 21 juin 2006

Sommaire



Motions du 63^e congrès de la Fédération anarchiste, page 4

L'autruche, back from Merlieux, par F. Ladrisse, page 5

Brèves de combat, page 6

Loi sur le handicap, par Fred de Besançon, page 7

La prison c'est souvent **pas de chance**, page 8

Les chaussettes à clous du XXI^e siècle, par M. Rajsfus, page 9

Demain on **rase gratis**, par C. Danis, page 10

De l'école buissonnière, par Louise, page 11

Flic à la maison? par Espé, page 11

Petite philosophie du sport, par Y. Youlountas, page 12

Non à la coupe du **Monde du footre**, par la Fédération anarchiste, page 14

L'État israélien, par J. Langlois, page 15

Découvrez **Germinal**, par Daniel, page 18

René Dunan ou l'étonnant... par Felip Equy, page 19

Salon du livre libertaire, page 21

Radio libertaire, page 22

L'agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

☐ 20 €

☐ 38 €

☐ 61 €

Étranger

☐ 27 €

☐ 46 €

☐ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ☐ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial



Braves petits pioupious de la Coupe du Monde de football! Ajoutez à cela l'été qui s'avance, la finale du Championnat de France de rugby, Roland-Garros et vous n'avez plus rien qui fâche à la une des divers médias!

La France serait « folle » d'un footballeur de Boulogne-sur-Mer et la mort de huit Palestiniens sur une plage de Gaza semble le dernier de ses soucis. On apprend quand même que Villepin veut supprimer, pour le budget 2007, 10 000 postes de fonctionnaires. Trente euros de plus par mois, c'est ce que demandaient les travailleurs et travailleuses de la compagnie laitière européenne (Elle et Vire, Cœur de Lion), alors que le président de Vinci, après son « licenciement », empochera 15 millions d'euros.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, rebondissant sur les divers propos de Mademoiselle Royal, propose que chaque entreprise définisse elle-même son temps de travail. À quand une riposte syndicale?

Dans notre douce France, 113 blocs opératoires sont menacés de fermeture, au nom de la « rationalisation de l'offre de soins ». Avec les restructurations des services d'urgence des hôpitaux publics, les médecins sont obligés d'envoyer des patients vers les cliniques privées. Et ceux et celles qui n'en ont pas les moyens?

Code du travail, Sécurité sociale, services publics, tous les acquis du mouvement ouvrier sont sans cesse remis en question.

Pendant ce temps-là gauche et droite se taillent des croupières pour 2007.

Du temps de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) en 1936, même si cela n'aura pas été une révolution, ça avait un autre mordant.

Dans la première semaine de la Coupe du Monde de football, se déroule le congrès de la CFDT. François Chérèque, secrétaire confédéral, questionné sur « l'avenir du syndicalisme dans les années à venir », déclare que « ça ne peut plus continuer comme ça ». On est bien d'accord avec lui, mais pas pour les mêmes raisons ni pour le même futur.



Ségolène Royal socialisme et barbarie

« Elle ferait une candidate de droite acceptable. »¹

Jean-Pierre Levaray

ELLE EST PARTOUT, on ne voit plus qu'elle. En politique ou en people, Ségolène Royal est sur tous les écrans et dans tous les journaux. Elle caracole même dans les sondages. Depuis l'annonce de sa candidature pour l'Élysée, elle est devenue comme un phénomène de société. « Une femme présidente! Gasp! » Si ce n'est que, outre le machisme ambiant, notamment de la part de ses collègues du Parti socialiste, on s'aperçoit vite qu'elle est dans le même camp: celui de ceux et celles qui en veulent. Ségolène Royal aura eu le mérite de montrer autant de mégalomanie que les autres et de devenir aussi imbuvable que n'importe lequel des autres prétendants mâles au titre.

Autoritaire

Ségolène Royal semble vouloir la jouer perso, sans trop se poser de questions par rapports aux militants de son propre parti, en fonçant sans prévenir et en y allant de ses petites phrases. Elle doit penser que la démagogie passe toujours, surtout quand on se place sur le même terrain que l'adver-

saire, Sarkozy. C'est cela qui semble son but: couper l'herbe sous le pied du ministre de l'Intérieur. « L'échec de la politique de sécurité est flagrant, a-t-elle déclaré. Le ministre de l'Intérieur est un facteur de troubles, de désordre et d'inefficacité qui produit de la délinquance massive. Il faut une reprise en main lourde. » Et de préconiser des méthodes autoritaires, le recours au service militaire, la coupure des allocations familiales, rétablir l'autorité parentale, etc.

Pour les 35 heures, elle dit tout et son contraire: un jour elle les fustige, disant qu'elles ont accentué la flexibilité dans les secteurs les moins rémunérés (ce qui n'est pas faux), de l'autre elle salue cet acquis. Idem pour le mariage homosexuel, qu'elle ne reconnaît pas, mais qu'elle dit appliquer une fois élue...

Ségolène se targue de retrouver cette base populaire égarée au FN ou dans l'abstention, en proposant des solutions dignes de Sarkozy et consorts. Mais il ne s'agit pas uniquement de démagogie ni de discours destinés aux « citoyens ordinaires, réduits

au statut de consommateurs », comme elle dit. Il faut se souvenir de son passage comme ministre sous Jospin, où elle n'a pas brillé par son côté progressiste. Au contraire.

Outre sa vénération pour Tony Blair et sa politique, la famille constitue, pour Ségolène Royal, un axe prioritaire et n'est envisagée que sous son aspect le plus traditionnel possible : ces discours concernant l'homoparentalité n'avaient pas grand-chose à envier à ceux de Christine Boutin. Il transparait rapidement chez Ségolène Royal un étrange parfum de bigoterie droitière, car elle ne semble pas affranchie de sa propre famille, catholique et militaire de carrière. C'est ce côté *Madame Figaro* qui plaît également à une certaine partie de la droite gaulliste, qui a envie de jouer un sale tour à Sarkozy et peut-être de tout miser sur ladite dame.

Dans la presse déchaînée

Ségolène Royal semble être également la candidate de la presse. Une presse qui a besoin de gadgets qu'on peut changer sans états d'âme. Après avoir fait les choux gras sur « Sarko », la presse, en général, s'est jetée sur « Ségolène ». Nouvel objet intéressant, parce que femme et socialiste tendance soft.

« La percée de Ségolène Royal provient de l'inquiétude que suscitent une gauche trop à gauche et une droite trop à droite. Elle paraît promettre un programme plus proche des attentes des citoyens, qui rêvent du bon équilibre entre la tolérance et le respect de l'autorité, entre l'ouverture à l'économie de concurrence et le maintien de la cohésion sociale. » (*Le Monde*). La presse mise donc sur elle, pour le moment. Tout comme elle l'avait fait en son temps pour Rocard puis pour Jacques Delors, ou même Balladur (*Le Monde*). La presse a souvent essayé de jouer l'aiguillon, d'être prophète et d'auto-réaliser ce qu'elle prédisait. On sait ce que ça a donné en plantage : annonce d'un duel Jospin-Chirac en 2002, le « oui » gagnant au référendum sur la Constitution européenne, la victoire de Balladur, etc.

Cette fois, en sponsorisant Ségolène Royal, la presse essaie de maintenir le débat politique là où il doit se tenir, à le limiter à ce qui est politiquement pensable, comme dans la citation précédente du *Monde* : à savoir s'il convient de choisir entre « respect de l'autorité » et « tolérance » et si la question sociale doit être réduite à une opposition entre « ouverture à l'économie de concurrence » et « maintien de la cohésion sociale ».

Ségolène Royal semble se plier à ce marché où les dupes, ce sera nous. Mais qu'importe, les anarchistes savent qu'il n'y a rien à attendre des élections. Les combats anti-CPE ont prouvé que c'était dans la rue que tout se jouait, alors consacrer tant de lignes à cette dame était peut-être lui faire trop d'honneur... **J.-P. L.**

1. Nicolas Sarkozy, of course.

Motion du 63^e congrès de la Fédération anarchiste

adoptée à l'unanimité des militants et militantes de la Fédération anarchiste réunis en leur 63^e congrès les 3, 4 et 5 juin 2006 à Merlieux



Agir au lieu d'élire

LES MILITANTS ET MILITANTES de la Fédération anarchiste, réunis en leur 63^e congrès à Merlieux les 3, 4 et 5 juin 2006, réaffirment leur ferme opposition à la soumission électorale.

Nous rejetons ce système dit représentatif de délégation de pouvoir sans contrôle réel (absence de mandats impératifs, contrôlables et révocables), intimement lié à l'exploitation capitaliste auquel il sert d'alibi.

Il importe aux anarchistes de lutter contre toute forme d'aliénation de l'autonomie des individus et contre toute médiation qui va à l'encontre des intérêts de la classe dominée et ce au moment où une campagne d'intoxication culpabilise ceux et celles qui refusent d'adhérer par un acte de délégation de pouvoir à un système républicain perpétuant l'injustice sociale sur laquelle il est basé.

Il importe également de lier ce combat à toutes les luttes d'émancipation, contre l'ordre sécuritaire et toutes les formes de domination.

Au-delà d'une position anti-électorale construite et confortée par des constats et analyses successifs tout au long de l'histoire, il nous semble crucial de réaffirmer cet engagement à un moment où, sur des thèmes comme la sécurité, l'immigration, la famille, etc., nous vivons la montée d'un discours réactionnaire transcendant le clivage gauche-droite.

Face à ceci, aux côtés d'une campagne de sensibilisation sur cette dérive, il est important de refuser de cautionner un processus électoral qui se nourrit de ces discours et conforte l'exploitation capitaliste et l'oppression étatique, sources réelles des problèmes auxquels il prétend s'attaquer.

Enfin, il nous faut plus que jamais dénoncer les mascarades électorales de tous types qui

tuent dans l'oeuf tout développement d'un mouvement social autonome.

Les anarchistes entendent, par le développement des pratiques et des idées libertaires dans le mouvement social et syndical s'opposer à cette logique de délégation de pouvoir.

Pour contrer l'argument récurrent voulant que le système représentatif, malgré tous ses défauts, est le seul moyen viable d'organisation, il est impératif d'opposer des alternatives concrètes et crédibles.

La Fédération anarchiste :

- incite tous les exploités et opprimés à rejeter les illusions électorales et à opter pour l'action directe et sa coordination sur le mode fédéraliste ;

- défend l'autonomie des luttes et des organisations du mouvement social contre les intérêts politiques des partis ;

- soutient toutes les expériences d'auto-gestion et de libre fédération permettant aux individus et groupes d'individus de se réapproprier localement la gestion de leurs communes, de leurs lieux de travail et de leurs environnements.

La généralisation des pratiques fédéralistes et autogestionnaires, permettant une véritable gestion collective, locale et globale de la société, constitue un cadre rendant possible la décroissance. Ce n'est qu'en laissant les individus décider eux-mêmes de l'utilité commune que l'on parviendra à construire une société respectueuse de l'être humain et de l'environnement.

La Fédération anarchiste s'associera aux actions des individus et organisations poursuivant le même but et développant les mêmes pratiques.

Motion du 63^e congrès de la Fédération anarchiste

adoptée à l'unanimité des militants et militantes de
la Fédération anarchiste réunis en leur 63^e congrès
les 3, 4 et 5 juin 2006 à Merlieux



Seule la lutte paie

LE MOUVEMENT dit « anti-CPE » du printemps dernier a, une fois de plus, démontré que seule la lutte payait. À la suite des émeutes de banlieues en novembre 2005, ce mouvement a représenté un grave danger politique pour le gouvernement. En effet, nous avons constaté par endroits une convergence réelle entre la révolte des jeunes en banlieue, au lycée et à l'université.

Ces luttes sont une réponse adaptée à la paupérisation, à la précarisation et à la répression. Ce processus d'accroissement de l'exploitation se développe depuis des années, sous tous les gouvernements, et renforce la domination économique et sociale.

Au cours de la lutte « anti-CPE », des modes d'organisation, basés sur des assemblées générales souveraines et décisionnelles, des occupations et des blocages de l'économie se sont développés. Ils préfigurent les luttes de demain et même une nouvelle façon d'appréhender l'organisation sociale.

Par ces recours à des formes d'action directe, les jeunes et les moins jeunes renouent avec les principes et les pratiques de la lutte collective initiés, il y a cent ans par la Charte d'Amiens, et mis en œuvre notamment lors des grèves et occupations de 1936.

Il reste que, si le gouvernement a reculé sur la question du CPE, il s'agit d'une victoire socialement importante mais relative. Les mesures anti-

sociales continuent de s'appliquer, à commencer par ce qui reste de la loi dite « d'égalité des chances » (apprentissage dès 14 ans, travail de nuit dès 15 ans, etc.)

Manifestement, les salariés, même très massivement présents dans les rues, ne sont pas entrés dans une logique de grève reconductible et d'affrontement avec l'État.

De leur côté, les organisations syndicales, par un mot d'ordre très réducteur (retrait du CPE), des moyens d'action volontairement très limités (journées d'action) et les arrières-pensées électorales, n'ont pas permis non plus la généralisation du mouvement.

Les militants et les militantes de la Fédération anarchiste, massivement impliqués dans cette lutte contre la précarisation, affirment que cette victoire partielle n'est qu'un début. Elle doit déboucher sur d'autres luttes, plus fortes et plus déterminées pour offrir d'autres débouchés.

Cette lutte montre également qu'il est inutile de se fourvoyer dans les urnes, tant il est vrai que ce ne sont pas les barricades de bulletins de vote qui permettront une transformation sociale significative.

Enfin, la Fédération anarchiste rappelle que la grève générale ne prend sens que si elle est autogestionnaire et expropriatrice, seule condition pour détruire le capitalisme qui n'est ni réformable ni amendable.

Quand l'autruche éternue...

Ordures

« Utiliser l'armée peut parfois être utile. On l'a même utilisée lors de grandes grèves d'éboueurs, alors, pourquoi ne pas faire appel à elle pour discipliner les jeunes? » Malek Boutih, PS

La comparaison est osée, mais ne signifie pas pour autant que cet ancien d'SOS Racisme voit en « les jeunes » des ordures. Si? Ah bon, désolé.

Peinard

« Je veux dire à l'équipe de France que tous les Français, tous, sans exception, la soutiennent. » Chirac

Et qu'en signe de soutien, tous les Français, tous, sans exception, vont pour un mois se caler tranquillement dans leur fauteuil, allumer la télé et fermer leur grande gueule. C'est que moi j'aimerais bien être peinard pendant la Coupe!

Elle est facile

« Je refuse de servir de missile. » Général Rondot

Curieux choix pour un militaire, que celui consistant à préférer servir de cible.

Tout cela

« Comment « faire France »? Comment rassembler tout cela? » Fabius

Bon à savoir: « tout cela », c'est vous et moi... Et « tout cela », Fabius entend le rassembler. Mais « tout cela » lui a rien demandé!

Les soldes

« Quand je me regarde dans la glace, moi, je me reconnais ». Chérèque-le-fennec

Quand on te croise dans la rue, nous aussi on te reconnaît. Je t'ai même croisé, il me semble, lors d'une manif' contre le CPE. Tu faisais quoi sur les grands boulevards? Les soldes?

Quiès

« Je parle désormais avec un haut-parleur. » S. Royal, toujours au PS

Déjà que tes petits camarades trouvaient que t'avais une grande gueule, là ça va être distribution de boules Quiès pour tout le monde (s' il reste une paire, je suis preneur).

Pas d'accord

« La justice doit faire peur pour être respectée. » Sarkozy, garde des Sceaux

Oui, ami correcteur, je dis bien: « garde des Sceaux ». N'as-tu pas remarqué comment Sarko, depuis quelques mois, s'y entend pour court-circuiter le ministre de la Justice, lancer ses oukases, distribuer bonnes et mauvaises notes? Une nouvelle fois le voilà qui nous dit ce que la justice doit être... En l'occurrence je pensais moi que c'était tout le contraire. Que seule une justice qui ne serait pas crainte pourrait (éventuellement) être respectée. Ah vraiment, avec Nicolas, on est d'accord sur rien!

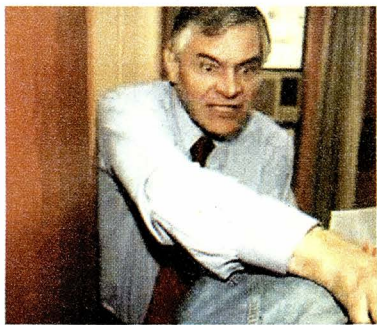
Frédo Ladrissé

(Petites phrases piquées dans Libé, le Nouvel obs', le Parisien, ou entendues sur Europe 1 et France Inter).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

La vérité sur Jara

Le 15 septembre 1973, Victor Jara, poète, fut assassiné à l'occasion du coup d'État de Pinochet. Les militants des droits de l'homme ont enfin découvert son assassin, aujourd'hui anonyme employé du ministère chilien du Travail. Une « funa » (« escrache » en Argentine: action de mise en lumière d'un tortionnaire non jugé) l'a mis à découvert: il s'agit de Edwin Dimter. Il était alors l'officier qui avait reconnu Victor Jara parmi les détenus politiques et l'avait frappé à coup de bottes et de crosse de son pistolet.



Le théâtre de la Colline occupé

Dimanche 4 juin une centaine de membres du 9^e collectif de sans-papiers, ont occupé le théâtre de la Colline (Paris 20^e). Par cette action ils entendaient dénoncer la politique française en matière d'immigration, et chercher refuge auprès d'un théâtre supposé engagé: en effet le théâtre a soutenu les intermittents, et a programmé une pièce sur les sans-papiers. Mais il semblerait que si le bien pensant directeur du théâtre se permet de parler des sans-papiers, il n'aime guère les voir: sa réponse à la demande du 9^e fut policière. Quatre personnes ont été interpellées: trois d'entre elles ont été relâchées avec un rappel à la loi après 24 heures de garde à vue. Le quatrième a été mis en rétention et est passé en jugement le mercredi suivant. Suite à un certain nombre d'irrégularités il a été libéré.

DES PAPERS POUR TOUS ET TOUTES



Jean-Paul II à Paris

Reprenant un vœu de l'Ump, Bertrand Delanoë proposera sous peu au Conseil de Paris de baptiser le parvis de Notre-Dame « place Jean-Paul II ». Le projet, qui suscite peu d'opposition, a de fortes chances d'être adopté. A moins que d'ici-là les chantages de la laïcité ne se secouent et sortent de leur sommeil prolongé, aillent déployer sur le parvis leurs si jolies banderoles. Dans le cas contraire, ça nous fera un endroit de plus pour cracher.

Les psy dénoncent le manque de soins en prison

Pour la centaine de psychiatres, infirmiers assistants sociaux et juges qui assistaient à une journée sur la psychiatrie en milieu pénitentiaire: « 40 % des détenus souffrent de dépression, 30 % de problèmes de dépendance et 14 % de troubles plus graves, comme la schizophrénie. Les conditions d'accueil sont déplorables et beaucoup de services manquent cruellement de personnel ou de locaux ».

Les maladies des pauvres n'intéressent pas

L'OMS constate que le paludisme, la tuberculose ou la maladie du sommeil ne concerne que moins de 1 % des 1 500 médicaments mis sur le marché dans le monde. La logique commerciale des multinationales pharmaceutiques estime que: « ces maladies ne représentent pas d'intérêt, puisqu'elles touchent des patients dépourvus de ressources, voire carrément insolubles. Elle ne constituent donc pas une perspective en termes de profits ». Pourtant, ces maladies tuent chaque année 53 millions de personnes et la tuberculose près de 5 000 personnes par jour!

AXA maître du monde en 2012?

Le PDG d'AXA devenir l'assureur préféré au monde en 2012. Il ne lésine pas sur les effets d'annonce et propose des assurances contre tous les risques de la vie moderne: OGM, Catastrophes naturelles, réchauffement climatique, pandémies, terrorisme, licenciements, guerre biologique, santé, espérance de vie, nanotechnologies, alcoolémie, accidents de voiture, obésité, allergies, catastrophes industrielles, crises boursières, problèmes hormonaux, champs magnétiques... Alouette, gentille alouette, je te plumerai la tête et la tête et le bec...

Moscou fachiste et homophobe? (suite)

Bilan de l'intervention à Moscou d'une centaine de hooligans, cosaques en tenue folklorique armés de fouets et de vieilles babas invoquant le ciel et brandissant des crucifix, pour empêcher les gays de manifester: plusieurs dizaines de personnes

arrêtées et molestées. Selon le chargé des discriminations du PCF présent sur les lieux: « Je suis convaincu que la police a contribué à renseigner les réseaux homophobes sur le lieu de notre rassemblement et les a laissés faire. »

L'extrême droite contre les gays à Bucarest (itou)

Selon l'AFP, près de 200 membres de groupes chrétiens et d'extrême droite ont défilé à Bucarest pour protester contre la marche gay qui devait avoir lieu dans la capitale roumaine au cris de « ne laissons pas légaliser le blasphème », « perpétons l'espèce humaine » et « la Roumanie n'est pas Sodome ».

Qu'est-ce qu'on a fait du pognon?

Le gouvernement a du mal à répondre sur la destination des gros bénéfices générés par la journée de solidarité du lundi de Pentecôte. Le Canard a interviewé les commission qui avouent que sur les 365 millions de crédits, les maisons de retraite n'en ont reçu que 217 et les handicapés 78 millions sur les 800 millions attendus... Le pognon est peut-être parti pour la construction de l'ascenseur pour les handicapés installé à leur intention dans le bordel géant de Berlin Artémis?

1 paquet de gitanes et un de préservatifs, s'il vous plaît!

Les buralistes sont inquiets et râlent: que vont-ils devenir si la cigarette est interdite dans tous les lieux publics? Jamais à court d'idées, le gouvernement pense à leur faire vendre des préservatifs, en plus des friandises, des jeux de hasard, des cartes téléphoniques, de stationnement et des timbres. Depuis le temps qu'on réclame les capotes gratuites, il va encore en falloir des morts, avant que l'on ne soit entendus...

L'Inde championne du monde en séropositifs

Avec 5,7 millions de personnes contaminées par le VIH-sida, l'Inde dépasse désormais l'Afrique du Sud (5,5 millions) et selon l'Onusida « l'épidémie va continuer à se mondialiser pour s'étendre à toutes les régions de la planète ». Toutes et tous dans les bureaux de tabac!



Loi sur le handicap

Handicap de la loi

La loi de février 2005 institue de nombreuses modifications dans la prise en charge du handicap, notamment au niveau de l'école. Elle vient s'ajouter aux multiples outils de lutte contre la discrimination. Mais qu'en est-il réellement ?

CONCRÈTEMENT, une Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) doit être créée dans chaque département. Pour l'heure, ces structures n'existent pas ou, quand elles existent, elles n'ont pas d'existence réelle, restent des créations abstraites, faute de moyens et de temps ; en fait, il s'agit de personnes se réunissant au sein d'une structure gestionnaire, traitant les dossiers des personnes handicapées. Ces maisons rassemblent les anciennes CDES (Commissions départementales de l'éducation spéciale) et Cotorep (Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel), dans une seule CDA (Commission des droits et de l'autonomie). Des sigles, bien sûr, mais aussi des économies d'échelle, un guichet unique, comme ce fut le cas pour les chômeurs, avec l'ANPE et les Assedic.

Bref, en ce qui concerne l'école, la loi dit que tout enfant doit être inscrit dans son école de référence (village ou quartier). C'est bien, mais ceux et celles qui connaissent nos écoles savent à quel point elles sont inadaptées aux besoins des enfants, et encore plus aux besoins spécifiques des enfants handicapés : de vieux bâtiments, des écoles de plusieurs centaines de gosses qui ressemblent à des collèges, sans ascenseurs, etc. ; peu ou pas d'accès pour les fauteuils ; des équipes réduites et non formées, etc.

Autre chose, des Projets personnalisés de scolarisation (PPS) doivent être mis en place, mais ce peut être aussi des PAI (Projet d'accueil individualisé), tout cela sous la coupe d'une équipe pluridisciplinaire, réunie au sein de la CDA. Que des grands mots qui, espérons-le, vous plongent dans le même désarroi que les collègues des écoles et les familles.

Tout prêt, sur le papier, pour cette révolution dans la prise en charge (en tout cas sur le papier) du handicap ; mais comment, concrètement, et quels moyens vont être mis en place ? Quelle formation pour les équipes enseignantes ?

Les effectifs par classe augmentent. Les enfants présentent des difficultés ingérables, voire aggravées par les grosses structures. De leur côté, les petites structures (écoles) sont asphyxiées et laissées à l'abandon au niveau

des moyens humains et financiers. Par ailleurs, toutes les démarches doivent être le fait des parents (au sens biologique). Ce qui peut répondre à des attentes justifiées de parents d'enfants handicapés moteur, par exemple, se révèle très problématique pour des enfants déficients intellectuels et/ou avec des troubles du comportement. Par exemple, je travaille dans un institut pour enfants déficients légers-moyens avec troubles associés. Quelques-uns de ces gosses n'ont pas de problèmes cognitifs (d'intelligence) mais de comportement, de relation à l'autre. Ils ont été bousillés par leurs parents, et la loi attend de ces parents, pervers, pathogènes, qu'ils prennent les bonnes décisions d'orientation. Cela va plus loin encore : un gosse retiré de son milieu familial (en internat ou en famille d'accueil) reste à la merci du choix de ses parents biologiques. Certes, des possibilités existent, qui permettent des suivis déclenchés par les institutions. Mais la priorité reste le travail avec la famille biologique.

Qu'est-ce qui doit nous interpeller ? Tout d'abord la hâte dans la mise en application de certaines lois. Si tout ce qu'elles induisent devait se concrétiser, il faudrait des centaines d'heures de réunion, de bilans, etc. Les enseignants, notamment du primaire, devraient donc pouvoir disposer de temps balisés pour ces réunions qui viendraient s'ajouter à toutes celles existant déjà. À quand la réduction du temps de travail ?

Ensuite, le poids de la famille biologique est à interroger, surtout quand elle est à l'origine des traumatismes. Enfin, la gestion technocratique des écoles, les suppressions de postes, les fermetures d'écoles sont en complète contradiction avec les ambitions « générales » affichées.

Si la question était, plus simplement, la place de l'individu dans la société, la jouissance des droits collectifs, la fin des inégalités et de la gestion de la misère ? Bref, une vraie révolution des mentalités, mais aussi des conditions économiques et sociales.

Fred

Groupe Proudhon FA, Besançon

« Ici, on fera comme en France. »¹

La Grèce connaît actuellement son plus important mouvement étudiant depuis 1979. 354 départements académiques sont occupés (80 % des facs).

La cible de la mobilisation est un projet de loi du gouvernement de droite prévoyant : la création de facs privées, l'ouverture des facs aux flics, le durcissement des conditions de réussite.

L'ensemble des politiques de droite comme de gauche soutiennent la réforme, le PC grec malgré son opposition au projet tente de freiner la lutte en s'opposant aux occupations et aux grèves reconductibles.

Le mouvement se structure de manière horizontale en AG coordonnées. Il exprime un rejet radical de la logique de privatisation de l'enseignement supérieur et lance des actions contre le gouvernement. Les enseignants votent, en AG, en faveur de la proposition de grève illimitée.

En Grèce, comme en France, les étudiants luttent contre la libéralisation de la société lancée par l'État. Ils ont identifié en lui leur ennemi et ils ont affirmé qu'ils ne participeraient à aucune négociation.

Le 25 mai ils étaient 8000 à Athènes. Le 8 juin 15000 dans la capitale, ainsi que 10000 à Thessalonique. À chaque fois, ces manifestations se sont terminées dans une répression féroce : grand nombre d'interpellations et utilisation de gaz.

Ces événements nous montrent que la politique du capitalisme est une politique internationale, il nous faut donc réagir à la même échelle.

À ce jour, il y a déjà eu deux rassemblements de soutien devant l'ambassade de Grèce : le 2 juin et le 13 juin.

La solidarité internationale doit se poursuivre car leur lutte est notre lutte, et réciproquement puisqu'ils avaient réagi de la même façon pendant le mouvement dit « anti-CPE » en s'attaquant à l'ambassade française.

Djo

(1) Mot d'ordre lors de la manif du 28 mai.

La prison,

parce que vous le valez bien !



Voici un courrier d'une mère adressé à une conseillère d'une Mission locale au sujet de son fils.

Les Missions locales sont des officines de pacification sociale chargée par l'État et les collectivités locales de l'insertion professionnelle des personnes de 16 à 25 ans.

Des modifications ont eu lieu dans ce texte bien évidemment dans le but de garder intact l'anonymat de chacun.

Analyses et argumentations auraient leur place, elles viendront en temps utile dans un prochain article.

Cette histoire contée n'a rien d'extraordinaire.

C'est une histoire de « pas de chance ». Tout aurait pu se passer autrement, mais voilà, les choses se sont mal goupillées.

Triste rappel d'une société qui ne pardonne pas.

Il ne fait pas bon d'être pauvre et de miser en plus sur le mauvais cheval. Ne joue pas qui veut.

Sáfrwa : Djibril est mon beau-fils. Venu en France avec un faible niveau scolaire de par son milieu familial modeste. Sa maman est décédée, Djibril n'avait que 8 ans. Depuis 1996, son père était venu en France sans papier, n'ayant pu obtenir de visa. Ceci pour « gagner de l'or » et améliorer le niveau de vie économique pour sa famille. La réalité sera autre. Détresses, détresses.

Djibril est venu habiter en banlieue après des ruptures autour de lui.

Djibril, après des mois d'errance, a pu obtenir, pour un mois, un coupon Carte orange, zones 1 à 4 – par la Mission locale – pour l'aider à s'insérer socialement sur Paris, entre Paris et la banlieue.

Son droit à trois mois de titre de transport a été rogné, ensuite réduit en zones 3 à 4, le privant de la liberté de se rendre sur Paris. Il n'avait plus de titre de transport.

Il fut inscrit dans un projet d'insertion au sein d'un organisme de formation.

Pour des raisons le concernant, il n'accepta pas les stages proposés: 8 jours à Intermarché, à 6 heures du matin, puis un autre à Décathlon. Il rompit avec l'organisme de formation. Il fut jugé « paresseux », non motivé.

Un matin, tôt, son père m'informa que Djibril était incarcéré à la maison d'arrêt.

Choc dramatique pour tous. Démarches pour savoir ce qui s'était passé. Essayer d'établir un contact avec Djibril. Apprendre que c'est impossible par téléphone. Apprendre les procédures à suivre pour obtenir un permis de visite. Recevoir une

lettre vous prenant aux tripes, écrite par Djibril, en pleine détresse.

Djibril à moi-même et à sa belle-mère:

« Chère maman,

J'ai bien reçu ta lettre sa ma fait plésir d'avoir de tes nouvelle j'ai lu la lettre tu disai que je face appel de ma condonation mé ce n'est pas la pène car j'ai reconnu les faits, ensuite j'ai vu mon avocat à la cité lord de mon jugement et il la pri ma défence grace à lui j'ai pri 4 mois au lieu de 6 mois ferme.

J'ai envoyer une lettre à mon père j'ai lui ai expliqué ma situation que j'ai pas d'argent ni de linge. Envoyer moi un tenu sport.

J'ai besoin de l'argent kar dans ma cellule je suis tout seul je m'ennuie j'ai nai pas de télé ni de radio. c'est payant est donc tu dit à Sana qui m'envoi de l'argent par la poste et il faudra qu'il se déplace pour me ramené du linge.

Dit leur de ne pas m'oublier par ce que j'ai né pas saisi cette situation si c'était à refère je ne me batré pas avec l'agent de la RATP.

Dit à mes frère qu'il m'envoi de l'argent et tu leur dit que la prison cest dur mes la sorti c'est sur.

Sur ce je vai te laisé maman.

Je pense tout les jours à vous je vous embrasse très fort tu salut toute la famille de ma part.

Djibril »

Nous avons appris qu'en début de ce mois, Djibril était sur Paris à s'insérer dans ses liens sociaux importants pour toute son insertion, y compris professionnelle.

À Châtelet, n'ayant pas de titre de transport zones 1 à 4, il saute le portillon. Derrière le portillon était caché un agent de la sécurité de la

RATP et d'autres. Ils étaient en civil. Djibril ne les a pas vus. Une bagarre a eu lieu avec Djibril et un agent de la RATP. Djibril fut mis à terre, le visage sur le sol sale. Il reçut des coups de pied. Il fut menotté et il eut les mains enflées.

Il fut gardé en garde à vue et il fut jugé en comparution immédiate à Paris. Il fut immédiatement incarcéré.

Si la société française actuelle était mieux organisée, si elle décrétait la gratuité des transports pour tous les jeunes de 16 à 25 ans au chômage non indemnisé, si la Mission locale pouvait permettre le gratuité des transports dans les zones 1 à 4 pour tous les jeunes sans revenu et fils de parents aux revenus serrés, modestes, écrasés de soucis, alors Djibril ou un autre jeune semblable n'aurait pas connu la prison, la violence, l'injustice, la sanction disproportionnée.

Djibril, grâce à un bon comportement, a vu réduire sa peine de 4 mois à 2 mois.

Il a travaillé en prison, sans discontinuer. Il s'est entraîné chaque jour à courir dans la cour de promenade. Il a fait son ménage, sa lessive. Il a été rémunéré 6 euros pour mille pochettes de livres avec CD. « C'est de l'esclavage », a-t-il dit. Mais il l'a accepté. Il l'a fait.

Il sort bientôt. Les mois prochains, nous prenons sur notre budget serré pour lui payer son titre de transport.

Pour information. Mais, quand même, si Djibril avait pu bénéficier d'un titre de transport, 4 zones, « payé » par la Mission locale au titre de l'insertion... Dire, comme vous l'avez dit, Madame, que Djibril ne pouvait avoir de titre de transport 4 zones car c'était « pour les loisirs », cela peut aboutir à de la prison.

La chaîne de l'évolution

Les chaussettes à clous de la police scientifique

Maurice Rajsfus

COMME ELLE PARAÎT lointaine l'époque du préfet Lépine, vous savez, l'homme du célèbre concours. C'était au temps des flics en pèlerine et des brigades d'hirondelles, leurs collègues circulant à bicyclette. De 1893 à 1912, cet éminent fonctionnaire allait, avec succès, développer des méthodes teintées de modernisme au sein d'une police peuplée de bœufs bourrus et moustachus, aux idées courtes. Entre autres avancées, le préfet Lépine va surtout s'intéresser à la méthode anthropométrique mise au point par Bertillon. C'est sous l'impulsion de Louis Lépine que devait voir le jour ce service, de plus en plus important, bientôt qualifié de « police scientifique ».

D'une armée de chaussettes à clous, surtout occupée à jouer les « saute dessus » et à traquer de possibles anarchistes, particulièrement là où il n'y en avait pas, la police va peu à peu évoluer durant tout le ^{XX}^e siècle pour devenir ce corps de plus en plus répressif, aux moyens financiers surdimensionnés que nous connaissons en 2006.

Bien sûr, le plus visible de la panoplie des serviteurs de l'ordre public, ce sont encore les armes de dotation, comme ils disent. Les vieux P38 ont été remplacés par des revolvers allemands bien plus performants et, depuis quelques années, sont apparus les flash-ball (arme prétendument non létale mais qui peut tuer si elle est utilisée à courte distance). Attardons-nous sur le Taser, plus récent, dont l'usage, après expérimentation, tend à se répandre peu à peu. Avec cette arme, nous

pénétrons dans une nouvelle dimension de la répression. Cet accessoire, qui risque de se banaliser, projette sur la cible humaine deux aiguilles pour dégager une décharge électrique paralysante de 50 000 volts, à un ampérage faible, durant cinq secondes. Ce qui provoque une absence totale de contrôle musculaire, et même de possibles crises cardiaques. Dans le jargon policier, ce véritable « harpon » constitue surtout « une arme à transfert d'énergie électrique ». Soyons plus précis : le fil reliant l'arme aux aiguilles plantées dans la chair de la victime ne dépassent pas six mètres de long. Ce qui oblige le tireur à opérer à quatre ou cinq mètres pour être efficace. À l'arrivée, selon un officier de police, un impact de Taser provoque « comme une crampe, multipliée par cent, avec une douleur intense ». Tout comme le flash-ball, cette arme a déjà provoqué la mort de plusieurs « individus », comme ils disent.

N'oublions pas le costume antiémeute utilisé par les forces de l'ordre (policiers et gendarmes mobiles) lors de la moindre manifestation. Ces uniformes en kevlar articulés faisant ressembler nos anges gardiens à de véritables crustacés – homards ou langoustes –, au choix. Même le classique bidule, qui avait fait merveille en mai et juin 1968, a été remplacé par l'indispensable Tonfa, cette matraque qui tourbillonne dangereusement sur la tête des manifestants récalcitrants.

Bien plus préoccupante encore, c'est la présence de la police à tout instant de notre vie. Depuis les « brigades du Tigre » de Clemenceau qui, dès 1907, se targuaient de traquer les ennemis de l'ordre public à bord de leur De Dion Bouton, les avancées technologiques n'ont cessé de se multiplier, au service d'un corps de fonctionnaires de plus en plus répressif. Les « progrès » réalisés depuis la création de la police des pigeons voyageurs, en 1927, et d'un service de police technique, en 1943 (sous le régime de Vichy), il faudra attendre 1983 (sous présidence socialiste) pour que soit promulguée une loi relative à la modernisation de la police nationale, Pierre Joxe étant ministre de



l'Intérieur. C'est à l'initiative de ce socialiste pur et dur que les services de police vont s'informatiser à marche forcée, dans le même temps que le parc automobile se modernisait.

Ces dernières années, avec le développement du fichier STIC (Système de traitement des infractions constatées), qui contiendrait, selon les sources, de 6 à 8 millions de fiches virtuelles, l'ensemble des militants se trouve sous la surveillance malveillante des forces de l'ordre. Tout aussi grave, la banalisation des écoutes téléphoniques, dans le même temps que la délation « citoyenne », est vivement encouragée et les indics de toutes natures sont devenus honorables puisque qu'ils disposent désormais de bulletins de salaire et cotisent même à la Sécurité sociale depuis l'adoption de la loi Perben II. On n'arrête pas le progrès!

Intouchable sur le terrain de la répression visible, l'institution policière tend à s'insinuer dans tous les pores de la société. La mise en œuvre du croisement des fichiers – avec la bénédiction de la Commission informatique et liberté – nous place sous un contrôle policier de plus en plus préoccupant. À l'heure des nanotechnologies, lorsque quiconque pourra être suspecté au simple examen de l'iris de l'œil, nous dépassons déjà largement 1984 de George Orwell. À quand des « puces » glissées sous la peau?

Il y a, dans ce pays, quelque 250 000 policiers et gendarmes qui opèrent face à 60 millions de citoyens considérés comme autant de suspects potentiels. Nous savons d'expérience que plus la police a de pouvoir, plus elle a tendance à en abuser, et plus elle se complait à créer la loi en marchant. Demain, chaque policier sera sans doute muni de moyens informatiques miniaturisés. Déjà, le policier est, à lui seul, un véritable tribunal d'exception. Le policier est assermenté, on ne peut le contester.

Le progrès répressif est sans limites. Soyons-en persuadés. Pourtant, tout en limitant notre investigation aux mauvaises actions quotidiennes de notre police républicaine – et rarement humaniste –, nous sommes à chaque instant assaillis par cette institution qui a bien plus vocation à se mettre au service d'un possible coup d'État qu'à défendre les valeurs d'une démocratie. Ainsi, le 6 juin 2006, dans le même temps que Nicolas Sarkozy faisait savoir au bon peuple qu'il s'intéressait au triste sort de certains enfants d'immigrés sans papiers, qui seraient plus méritants que d'autres, des policiers de la bonne ville du Mans se rendaient dans une école maternelle pour mettre la main au collet de deux enfants kurdes de 3 et 6 ans pour les conduire au commissariat rejoindre leur mère, interpellée aux fins de « reconduite à la frontière ». Dans ce domaine, au moins, rien n'a changé depuis 1942, 1943, 1944, quand des policiers bien français, parfois recrutés au temps du Front populaire, se livraient à la chasse aux enfants juifs dans la tourmente... **M. R.**

Demain on rase gratis

« Ne laissons pas croire au peuple qu'il serait possible de lui assurer le travail, le bien-être, et la liberté, si le gouvernement passait de la main de celui-ci dans le main de celui-là. Si la droite, après avoir opprimé la gauche était à son tour opprimée par elle. Comme le pouvoir est l'instrument et la citadelle de la tyrannie, les partis en sont la vie et la pensée. »

Pierre-Joseph Proudhon, 1849.

Les projets pour améliorer la vie des Français vont fleurir au cours des mois à venir. Plus mirobolants les uns que les autres, ils vont tenter d'attirer vers les urnes une plus grande part des habitants de ce pays. Ceux-ci iront, à l'abri des yeux indiscrets, glisser leur délégation de pouvoir au profit des renards qui les flattent. Leurs espérances en une société plus juste et plus égalitaire ne durera que le temps d'une campagne leur faisant miroiter qu'ils ont en main leur destinée. Bien sûr, comme toujours, ce leurre se dispersera ensuite dans les limbes des tripatouillages économicopolitiques.

Depuis que nos ancêtres ont raccourci leur roi et reine pour tenter de s'émanciper des dirigeants dilapidant le bien commun à leur profit et à celui de leurs amis, les régimes se succèdent et se ressemblent. S'il y eu quelques progrès sociaux ces deux cents dernières années, ceux-ci n'ont jamais été gagnés au fond d'un isoloir, mais bien plutôt lorsque les exploités se solidariseront pour se révolter contre leurs oppresseurs, pour leur arracher quelque avancée. Cette guerre de classes a engendré pas mal de « dégâts collatéraux », la plupart victimes de la répression. Et cela va continuer.

Ce n'est pas le projet politique du Parti socialiste qui va changer les choses. Dès son préambule ce texte, pondu par les 73 grands mamamouchis du parti à la rose, nous annonce la couleur: il ne s'agit nullement de lutter contre le capitalisme, mais juste de le réguler, et de « cantonner le marché à la sphère économique »¹. Cela commence bien. Les phrases pompeuses pour nous décrire la grandeur de la France, sa place dans l'histoire et dans le monde précèdent une description de ce que nous sommes (ces grands mamamouchis le savent bien mieux que nous mêmes, ou du moins veulent-ils nous en persuader). Mais, si tout va pour le mieux dans ce grand et beau pays qui est le nôtre, peuplé de gens magnifiques, la crise est tout de même là, causée bien sûr par ceux qui sont assis de l'autre côté de l'Hémicycle. Les démons de la finance mondialisée, libérés par l'aile droite

de nos gouvernants nous boufferont tout cru si nous ne nous rallions pas sous l'aile gauche protectrice de ces démiurges, qui eux saurons mater les dragons de la pauvreté, du chômage, des délocalisations, etc. Notons au passage que les 35 heures doivent, d'après ces 73 elfes, faire l'objet d'un bilan, et le temps de travail doit être renégocié, pour notre bien évidemment! Crise oblige. Ces chantres de la social-démocratie ont dans leur hotte tout un tas de mesures et de projets pour transformer nos existences en conte de fées, à l'abri des méchants et des voyous, c'est promis, c'est juré, c'est du concret, ils le feront! Du moins si la conjoncture le permet?

Demain le PS rase gratis, et en prime il vous offre les serviettes chaudes. Combien de temps le troupeau va mettre à s'apercevoir qu'en fait de le raser gratis, on lui tond la laine sur le dos jusqu'à la peau; et qu'en fait de serviettes chaudes, celles-ci servent dans les commissariats à foutre des torgnoles sans laisser de trace aux brebis égarées qui s'avisaient à ne pas filer droit.

Ce n'est pas le suffrage, même universel qui transformera la société, mais bien la volonté de ceux qui, refusant d'embarquer sur les galères que pilotent les centurions du développement du capitalisme, s'organisent pour préparer un monde plus juste et plus égalitaire, où force est donnée au peuple auto-organisé.

Le fédéralisme, tel que le conçoivent les anarchistes, reste encore aujourd'hui la forme d'organisation la plus à même de conduire à l'épanouissement de chacun dans le respect de tous. La liberté ne se négocie pas et n'est pas limitée par celle des autres, elle s'en nourrit au contraire.

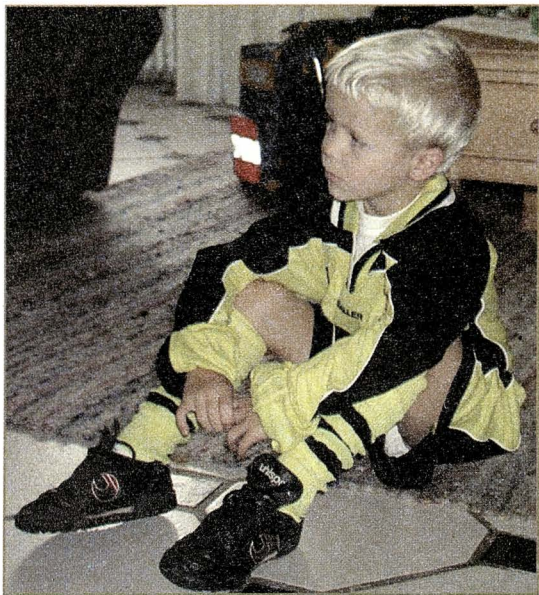
Christophe Danis

Groupe libertaire Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

1. Comprenez qui pourra. L'économie de marché se limiterait-elle à l'économie?

Belgique

Criminalisation des brosseurs



L'ÉCOLE BUISSONNIÈRE a des allures de jungle, ces derniers temps. Le 24 mai, la presse belge a annoncé, en sourcillant à peine, la nouvelle confusion des genres.

Suite au meurtre, en avril, d'un jeune homme à la gare centrale de Bruxelles pour un MP3, le gouvernement a procédé avec les communautés et régions à une évaluation de la politique sécuritaire. Notamment en ce qui concerne la délinquance juvénile. L'absentéisme scolaire est ainsi au centre de plusieurs mesures.

Cet amalgame entre brosseurs et délinquants, donc entre enseignement et contrôle social, criminalise indirectement tous ceux qui ne s'épanouissent pas dans le système scolaire belge; il jette la suspicion sur tous ceux à qui l'école n'a pas su donner l'envie d'apprendre, sans causer de ceux qu'une indépendance prise très tôt ou que la misère familiale contraignent à aller bosser en semaine pour mettre du beurre dans les épinars.

La délinquance semble être la conséquence d'une scolarisation ratée (ou, devrions-nous écrire, d'un dressage mal fait?).

Tope là, l'affaire est entendue. Pourtant la question de la délinquance dépasse largement les quatre murs du bahut, concerne l'ensemble de la société. Un enseignement inadapté; un chômage élevé; des entreprises de fringues, de jeux, de télécommunications, etc. qui martellent sans cesse que l'être passe par l'avoir; l'absence de droit à la parole; l'exclusion

sociale et le délit de sale gueule composent le cocktail explosif que les jeunes sont en train de boire jusqu'à la lie. Mais, là, forcément, faudrait repenser le bidule en profondeur et surtout en hauteur... Ce qui est autrement plus complexe que de s'époumoner à coups de sifflet et que d'agiter la matraque.

La ministre-présidente Marie Arena a assuré que du personnel serait embauché au niveau communal pour ramener en classe les dangereux brosseurs. Et si on reprenait le problème à la racine, en commençant par augmenter le nombre des enseignants, en brisant la logique des écoles-ghettos, en offrant aux élèves la possibilité de créer concrètement leurs savoirs, leur autonomie? Et on ne parle pas ici des « compétences » et autres « savoir-faire » prévus par la loi qui forment les jeunes cerveaux selon les besoins ponctuels du marché.

Dans cette histoire, nous sommes tous priés de participer au grand projet de l'État. Le Premier ministre, Guy Verhofstadt, a évoqué des points de contact où l'on pourrait signaler les étudiants brosseurs ou détenteurs d'armes. Doit-on souligner une nouvelle fois l'amalgame? Quant à l'appel à la délation, il semble que certains ont séché plus souvent qu'à leur tour les cours de morale et d'histoire...

Louise

Groupe Ici et Maintenant
de la Fédération anarchiste

Londres

Avec Shoreditch TV, tout le monde peut devenir Big Brother!

A LONDRES, une chaîne de télévision locale propose à n'importe quel citoyen de devenir indicateur de police... bénévole. Leur slogan « Combattez le crime depuis votre canapé! » Les prophéties de 1984 ou *V pour Vendetta* prennent forme, lentement mais sûrement.

Pour 15 livres par mois, Shoreditch TV vous branche directement à plus de 400 caméras de surveillance d'un quartier « populaire » de l'Est de Londres. Vous aurez ainsi le loisir de contempler la racaille en direct de votre canapé, et si vous jugez une personne suspecte, vous pourrez envoyer un courriel de dénonciation directement et anonymement à la police, grâce à un clavier sans fil fourni avec l'abonnement. On n'arrête pas le progrès. Profitez-en, les trois premiers mois sont gratuits!

Les caméras ont été installées autour de la zone pilote, après consultation des résidents, des organisations communales et de la police. L'idée provient du conseil local travailliste (centre gauche) et est en partie financé par l'Union européenne.

Rappelons que la vidéosurveillance est une atteinte aux libertés individuelles et publiques, et qu'elle constitue un instrument technologique supplémentaire de contrôle social. En plus d'être une mesure électoraliste et démagogique, elle s'attaque aux conséquences et non aux causes de la misère, et permet le fichage associatif, politique et syndical.

Dangereuse aujourd'hui, elle peut être demain l'arme absolue d'un pouvoir totalitaire. N'oublions pas que le pouvoir divise pour mieux régner. Lorsque les citoyens se fliquent entre eux, le pouvoir peut dormir sur ses deux oreilles.

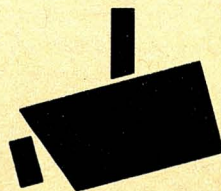
Espé

Ici et Maintenant, Bruxelles.

Voir le site de Shoreditch TV :

<http://www.digitalbridge.org.uk/sdtv/crimechannel.php>

Site francophone contre la surveillance vidéo :
Souriez vous êtes filmés.



Petite philosophie d

Yannis Youlountas

L'antijeu footballistique

L'essence du sport n'est pas dans le combat ni dans la guerre, avec des règles qui seraient déposées à Genève (ou en l'occurrence à la FIFA). Il ne saurait être réduit à la seule compétition. Et celle-ci n'est d'ailleurs pas uniquement située entre les compétiteurs. Loin s'en faut.

Le sport est d'abord et avant tout une manière d'être avec les autres et, surtout, avec soi-même. C'est un prolongement jusque dans l'âge adulte de l'apprentissage de la vie à travers la découverte de ses facultés corporelles et cérébrales et leur perfectionnement. Tous les jeux enfantins, bien au-delà des seules activités sportives, sont une reproduction des schémas animaliers qui visent l'apprentissage de la vie d'adulte par l'amusement et la mise en situation fictive. Autrement dit, les jeux sans enjeu de l'enfance humaine ou animale préparent aux enjeux de l'existence postérieure et permettent l'entrée progressive dans le monde des grands.

Une allégorie de la jubilation libertaire

Faire du sport, c'est se grandir et, à cette fin, prendre sa propre mesure et celle d'autrui dans une socialisation à part entière. Le sport est l'une des meilleures écoles pour apprendre qu'il n'y a pas de liberté sans lien ni de lien sans liberté, que l'individu a besoin du système et réciproquement, et que sa principale problématique se situe dans une recherche d'équilibre entre le « je » et le « nous ». La jubilation sportive chez l'amateur est une parfaite allégorie de la jubilation libertaire prônant la nécessité d'associer individualisme et humanisme. Le sport est une croissance du personnel dans l'universel. Mais attention : affirmer que « faire du sport, c'est se grandir » ne signifie pas écraser les autres mais croître avec eux, dans une émulation qui n'omet pas

la fin collective de la démarche, et ce, même dans les sports dits « individuels ».

Le sport est paradoxalement un arrêt

À la différence de l'art et de la science, le sport ne fabrique pas du sens (ni du pourquoi ni du comment). Et cela parce qu'il n'a pas d'autre destination que l'entraînement. Il faut être stupide, influençable ou naïf pour croire que même un match de Coupe du Monde n'est plus de l'ordre de l'entraînement. Si des baudruches sont gonflées à tout va, c'est pour servir des intérêts qui n'ont rien à voir avec le sport (éloigner le citoyen des tensions politiques, par exemple). Tout acte sportif est un entraînement, même dans les moments solennels de comparaisons et d'examens qu'on appelle compétitions. Rien dans le sport n'a d'autre enjeu que l'apprentissage permanent des enjeux réels de la vie par leur métaphorisation dans tous les aspects du jeu.

Si le sport est bien le reflet de la vie, il n'en est néanmoins que le reflet. Il est une pause, une parenthèse, un moment gratuit, sans enjeu brûlant, un temps pris sur soi et pour soi, avec ou sans autrui. Le sport est paradoxalement un arrêt, comme le confirme son approche antique lors des premières olympiades associées à des trêves, c'est-à-dire séparant le jeu et l'enjeu. Le sport est un débat et non un combat. D'où également sa mise en parallèle avec des négociations de paix, à côté des stades, et diverses fraternisations entre les cités grecques.

Le sport est une respiration

Ce qui compte dans le sport, ce n'est pas tant de dépasser les autres que de se dépasser soi-même. Et, pour cela, on a besoin d'eux : comme points de repère pour nous situer ; comme partenaires pour nous éprouver ; comme adversaires pour nous stimuler. À ce





titre, même l'adversaire est en réalité un partenaire qui revêt une fonction spécifique circonstancielle, la plus respectable qui soit.

Aux antipodes de l'essence du sport

Il semblerait que les intérêts financiers croissants qui polluent la plupart des sports, à commencer par le football, fassent oublier à certains de ses acteurs mais aussi à nombre de ses spectateurs, que l'essence même du sport est dans le jeu et non dans l'enjeu. Le riche homme d'affaires qui gère l'Olympique lyonnais en est un exemple flagrant. En cette période des transferts, il affiche ouvertement sa stratégie.

M. Jean-Michel Aulas plombe les comptes de ses adversaires directs en courtisant leurs meilleurs joueurs afin de faire monter les enchères et d'épuiser leurs moyens. C'est une méthode qui montre à quel point le championnat de France de football n'est plus « jouable », c'est-à-dire praticable dans l'exercice du jeu. Paris a dû tripler le salaire de Pauleta, son seul « grand joueur », pour le conserver (meilleur buteur du championnat de France). Marseille peine désespérément à retenir le sien, Ribéry (meilleur espoir de l'équipe de France).

Que penser d'un sport où le moment du jeu est précédé d'une répartition systématiquement inéquitable des forces en présence jusqu'à la moindre tête émergente qui pourrait nuire à la suprématie du quintuple champion? N'est-ce pas écraser les autres en leur marchant dessus que s'approprier systématiquement les têtes qui dépassent? Est-ce vraiment se grandir que d'être au sommet en affaiblissant les autres? N'est-on pas progressivement parvenu aux antipodes de l'essence même du sport, qui est d'apprendre à grandir ensemble?

L'évolution actuelle du football est le syndrome d'une société dans laquelle toute idée

de gratuité tend à disparaître, où tout ne devient qu'intérêt, enjeu, combat, lutte de tous contre tous, urgence, calcul, stratégie et cupidité.

Seuls subsistent quelques utopistes pour entretenir le souvenir d'un désir de vivre autrement, en prenant le temps, en donnant de soi, en se faisant plaisir, en se mesurant aux autres et à soi-même dans l'amour, la réflexion et la générosité, en mêlant activités physiques et cérébrales dans des jeux célébrant la liberté, l'égalité et la fraternité, c'est-à-dire nous réapprenant chaque jour à vivre joyeusement ensemble.

Où sont les joueurs de foot ?

Si désormais le jeu de haut niveau, en France et en Europe, a totalement laissé sa place à l'enjeu, peut-être faudrait-il ne plus appeler « joueurs de football » les as du ballon rond mais « compétiteurs de football »?

Mais le vrai football: le jeu, le sport, l'entraînement joyeux, n'est pas mort pour autant. Il continue à faire entendre sa voix dans les cités du nord et sur les plages du sud, au pied des immeubles et à quelques mètres des vagues. Car des millions d'enfants y jouent encore par plaisir et se répartissent équitablement afin de s'y amuser au mieux. Des millions d'authentiques joueurs de football et non des soldats de la guerre économique.

Croire en la suprématie de l'enjeu sur les terrains des compétitions internationales, c'est se détourner des véritables enjeux: ceux de la vie réelle. Refuser cette inversion, défendre le droit de jouer, c'est remettre les choses à leur place.

La Coupe du Monde ne doit être qu'une fête, un grande fête universelle, et non une lutte. Les vrais combats sont ailleurs: là où il y a souci et enjeu pour l'humanité. Proclamer l'insouciance du jeu, c'est souligner l'importance des enjeux.

BulletinboardForum.com

Non à la Coupe du monde du footre

LE SCANDALE de l'ouverture de bordels géants en Allemagne ne cesse de s'amplifier à l'approche du Mondial de football. Le sport-business a toujours facilité le marché de la prostitution, en marge des grands événements sportifs. Et la légalisation de la prostitution outre-Rhin permet dorénavant aux capitalistes d'exploiter cette manne financière. Ainsi, le plus grand bordel d'Europe, Artémis, peut accueillir à Berlin 650 clients pour 100 prostituées, et ce n'est que le premier d'un marché florissant.

La conséquence directe de la création d'Artémis est l'arrivée de milliers de prostituées venues des pays économiquement dépendants (Europe de l'Est mais aussi de l'Amérique latine). Il s'agit là d'une véritable traite humaine, orchestrée pour le compte des « entrepreneurs » d'Artémis, proxénètes officiels qui considèrent les femmes comme des marchandises, et traite les clients comme des consommateurs de produits de supermarché.

Ces bordels sont la conséquence d'une société inégalitaire où la logique de profit prédomine : ils sont remplis de femmes « au rendement », auxquelles on fait miroiter des revenus « faciles », sans aucune protection sociale.

Artémis est le rêve de tous les patrons et, surtout, la conséquence de la dégradation des droits sociaux et de la précarisation générale. L'industrie de la prostitution est tellement porteuse que l'investissement de 6,4 millions d'euros est déjà quasiment remboursé après six mois d'exploitation.

Les promoteurs d'Artémis se revendiquent eux-mêmes comme issus du modèle Mac Donald's... Rappelons qu'il s'agit de l'un des marchés les plus importants avec les armes et la drogue.

La légalisation de la prostitution en Allemagne et aux Pays-Bas n'a pas changé le fond du problème et, si la légalisation a permis de sortir d'une situation hypocrite d'invisibilité, celle-ci n'a pas réussi, en revanche, à améliorer les conditions de nombreuses prostituées : précarité, suicide, emprise de réseaux mafieux, violences, drogues, etc. De plus, le risque est d'augmenter le nombre de prostituées précaires : déjà 25 % des prostituées d'Artémis seraient des femmes sans papiers, et les services sociaux allemands sont dans l'incapacité de faire un travail d'information et d'enquêter sur les conditions de prévention et d'hygiène : on leur interdit l'entrée du centre.

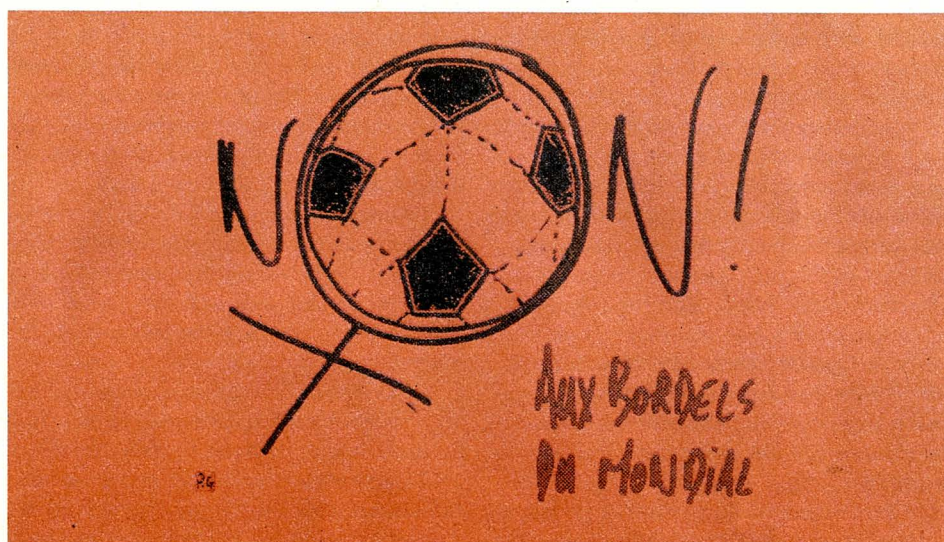
L'État allemand a sa pleine responsabilité dans cette situation, d'autant que cette manne financière lui permet une entrée d'argent facile en développant le tourisme sexuel ! En France, les lois Sarkozy criminalisent davantage les prostituées que les proxénètes et les clients.

La paupérisation engendrée par l'économie libérale développe la prostitution ; le meilleur moyen de lutte contre les bordels organisés est donc de lutter pour l'égalité sociale et le partage des richesses.

Par nature, l'État préfère toujours défendre les intérêts des capitalistes.

Combattre les bordels et la prostitution c'est lutter contre le capitalisme et l'ordre patriarcal

Pour un monde solidaire, égalitaire et d'amour libre !



Fédération anarchiste

L'État israélien

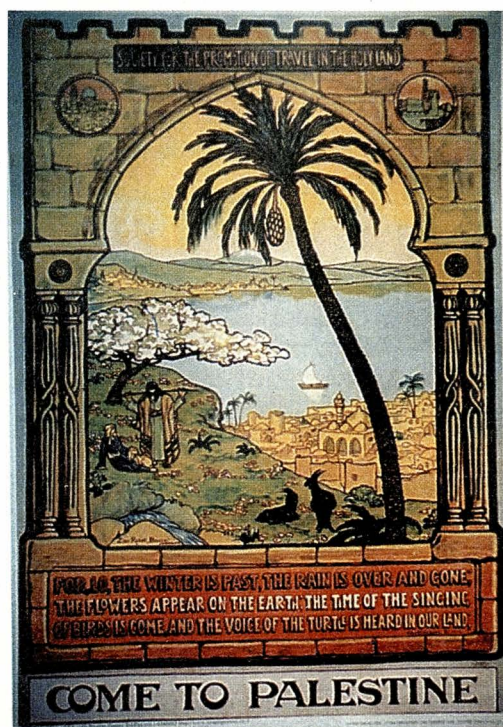
Jacques Langlois

La Bible, ancien testament, raconte complaisamment comment les Juifs liquidèrent la population de Canaan, la terre promise par Dieu au « peuple élu ». Et ils furent à leur tour vitrifiés par les nazis. Entre-temps, car les Juifs n'ont pas le monopole d'être génocidés, nous eûmes l'extermination des Peaux-Rouges, sous la houlette des immigrants protestants, l'éradication, épidémies aidant, des Indiens incas, toltèques, aztèques, mayas, etc. par les spadassins catholiques, la mise en esclavage des Noirs par les musulmans et par les rois noirs locaux puis par les bons catholiques d'Espagne et du Portugal et autres chrétiens, jusqu'au Code noir sous Louis XIV. Il est donc déjà curieux qu'il y ait une sorte de monopole du génocide pour les Juifs. Il est vrai cependant que les nazis, aidés par les fascistes d'Europe, ont culminé dans l'horreur, la rapidité de l'extermination et la justification officielle des choses, ce qui cependant baignait dans une culture occidentale nationaliste, raciste et scientiste. Avant, on zigouillait en masse, mais sans donner de grandes justifications à l'affaire. Nous ne savons pas grand-chose des exactions mongoles, mais sans doute ce n'était pas bienveillant non plus. Nous savons les exploits de Vlad l'empaleur en Transylvanie ou ceux des Turcs chez les peuples slaves et contre les Arméniens. Aucun peuple n'a donc une pureté en cette triste matière, même pas ceux d'obédience catholique, religion qui affirme pourtant l'égalité de tous devant Dieu, qui trouva son Las Casas pour défendre les Indiens mais sans aller jusqu'aux Noirs. Et, en réalité, il ne s'agit pas des peuples mais de leurs dirigeants, qui les ont séduits et trompés, et d'une minorité d'affairistes tout à fait analogue à la phynance et aux PDG des multinationales.

Rappelons-nous la leçon d'Hannah Arendt sur le totalitarisme: il a été permis par la médiocrité de bureaucrates inféodés par opportunisme à un pouvoir politique dementiel; la finance actuelle repose de même sur des gestionnaires parfaitement interchangeables, formatés dans la même logique du capital sur « des hommes sans qualité ». On

pourrait espérer que les leçons de l'histoire servent aux victimes et aux racistes de remords, par exemple que les grands donneurs de leçons américains n'oublient pas le sort qu'ils ont réservé si longtemps aux Noirs et leurs exploits en matière d'eugénisme scientifique (entre 1880 et 1930) pour empêcher l'arrivée d'immigrants dégénérés chez eux. Les bons protestants luthériens scandinaves, qui pratiquèrent la stérilisation forcée de leurs débiles et autres malades congénitaux, n'ont rien à leur envier, de même que les Britanniques anglicans qui exilèrent leurs orphelins, accusés d'être tarés et vicelards par nature, en Australie, en Afrique du Sud et en Nouvelle-Zélande. On observera avec intérêt que les antisémites catholiques se sont moins illustrés dans ces domaines (l'eugénisme) que les protestants mais qu'ils pratiquèrent avec enthousiasme la traite des Noirs et le racisme anti-Indiens d'Amérique du Sud. On rappellera que le grand penseur et fondateur du libéralisme que fut John Locke n'en était pas moins un ardent défenseur de l'esclavage, ce qui nous fait préférer Montesquieu ou Montaigne qui n'étaient pas racistes. Donc, personne n'est blanc-bleu, et l'on ne voit pas pourquoi seuls les vieux Européens, comme le disent si bien les néoconservateurs américains, seraient seuls coupables de tels crimes contre l'humanité.

De ces vicissitudes lamentables de l'histoire, on aurait pu espérer que l'État d'Israël tire une leçon vis-à-vis des Palestiniens. Eh bien, non, car un État, au contraire des personnes individuelles, n'a pas de cœur; il n'a que des intérêts interprétés par ses dirigeants afin de caresser les groupements communautaires dans le sens du poil, ce qui est l'évidence politicienne dans nos bonnes démocraties représentatives telles qu'elles existent. Et cet État est bien placé dans une heureuse configuration historique: les Européens rongés de culpabilité le laissent faire et l'ont installé, les États-Unis sont bien heureux de disposer d'un État nucléarisé aux avant-postes de la lutte contre la perte éventuelle de l'accès aux ressources pétrolières, les pays arabes et/ou



musulmans de la région sont trop heureux, afin de maintenir leur dictature, d'agiter l'épouvantail de l'État juif. Dans ce contexte, on comprend pourquoi il s'agit d'interdire à l'Iran de disposer de l'arme nucléaire en en réservant le monopole régional à l'État d'Israël.

Alors que se passe-t-il en Palestine depuis 1948, modifié en 1967? Nous avons un peuple peu à peu chassé de sa propre terre, spolié, enfermé, méprisé. Tous les accords (Oslo, Camp David) ont servi à Israël pour avancer ses pions de colonisation sous le prétexte qu'on ne traitait pas avec un terroriste comme Arafat. Les colonies ont prospéré de plus belle, tant en nombre qu'en population, comme les routes protégées et inaccessibles aux Palestiniens et qui découpent le territoire en rondelles, ce qui asphyxie l'économie palestinienne de trois façons: impossibilité d'exporter, destruction des capacités de production et limitation du travail palestinien tant en Palestine qu'en Israël. L'eau du Jourdain est monopolisée, les terres sont confisquées, les oliviers et les vergers sont détruits et arrachés et même rendus inaccessibles. De rares points de passage forcent les Palestiniens à des heures d'attente humiliantes, quel que soit le temps. Un immense mur, dit de séparation, de huit mètres de haut est en cours de construction. Ce mur ne suit pas la « ligne verte », c'est-à-dire les frontières de 1967. Il annexe presque 50 % du territoire palestinien, sans réaction des instances internationales sauf un jugement de la Cour de justice internationale de La Haye qui a trouvé le mur illégal. Il englobe le plus de colonies possibles. De même, le territoire qui longe le Jourdain est aussi annexé. Des colons tirent à vue sur les Palestiniens venant cultiver leurs champs à proximité des colonies. Les travailleurs palestiniens sont remplacés par de la main-d'œuvre extérieure et immigrée. Tout se passe comme si on voulait affamer cette population et la contraindre à l'exil.

Israël se conserve le montant des taxes sur les exportations palestiniennes, soit 50 millions de dollars. L'Europe supprime ses subventions à l'État palestinien pourtant démocratiquement élu, soit 50 millions de dollars sur 500, les 450 de différence représentant l'aide humanitaire, elle-même retardée. Seul l'Iran débloque des fonds pour aider l'administration palestinienne (soit 50 millions de dollars). Et qui est le vilain petit canard? L'Iran!

Et pour justifier tout cela, Israël se sert des attentats terroristes perpétrés par des irresponsables qui ne font qu'augmenter les souffrances de leur propre peuple et donc sont utilisés, par cet État colonial et réfractaire au droit international, pour tout légitimer. Je signale au passage que tout État occupant doit pourvoir aux besoins de la population occupée d'après les conventions internationales de Genève, que seul l'État nazi a violées jusqu'à présent. Il ne serait donc pas forcément si



mauvais que toutes les aides à la Palestine soient retirées. Cela forcerait Israël à assumer à ses frais ses responsabilités d'occupant colonisateur. En violation du droit international, Israël réplique à chaque attentat par des « attaques ciblées » qui sont des punitions collectives et tuent, outre quelques terroristes, femmes et enfants. Arafat était une excuse commode; il fallait retrouver une figure du terrorisme pour continuer la politique d'apartheid; c'est le Hamas, au pouvoir maintenant, et qui se refuse à reconnaître Israël et à condamner les attentats. Les aurait-on condamnés contre Vichy et les nazis? À quoi on répond que l'État d'Israël n'a rien à voir avec le nazisme. Sans doute, mais il a à voir avec le colonialisme le plus éradicateur et séparateur et a instauré de fait un apartheid qui avait autrefois fait hurler les bonnes âmes quand il s'agissait de l'Afrique du Sud.

Israël a longtemps louvoyé, pour cause d'électoratisme vis-à-vis des Juifs religieux, entre sa défense et sa sécurité et le « Grand Israël ». Les politicards ont fini par se rendre compte que ledit grand Israël supposait l'égalité de traitement des populations palestiniennes résidant encore dans le pays, malgré tous les efforts consentis pour les désespérer et les forcer à partir, et que, alors, la démographie palestinienne pourrait y rendre les Juifs minoritaires. Alors, ils se sont résolus à l'abandon de la chose, malgré les écritures bibliques, et à la séparation radicale. D'où le retrait de Gaza (tout en contrôlant la frontière avec l'Égypte et le seul passage de frontière avec celle-ci, la mer et l'air), le mur de séparation, l'annexion de territoires, la constitution d'un glacis autour des routes et du mur, expropriant les Palestiniens sans indemnisation, la sécurisation de routes à usage des seuls Juifs pour relier les colonies, découpant ce qui pourrait rester de la Palestine en bantoustans, démunis de ports, d'aéroports, de routes, de passages, d'eau car installé sur les collines et



sans accès au Jourdain, d'infrastructures. Ça, c'est de l'État palestinien souverain! Et on s'étonne qu'il y ait du « terrorisme »! Le tout sans réactions de l'Europe et avec la bénédiction des États-Unis, animés par un puissant lobby philosémite et par les menées des « christian churches » (80 millions de connards de l'Amérique profonde!). Car que disent ces Églises évangéliques ? Qu'il faut que les Juifs soient tous regroupés sur la Terre Sainte de façon qu'Armageddon puisse procéder au tri, les Juifs devenant faciles à repérer car rassemblés et à exterminer, les chrétiens pouvant alors être sauvés. Ça, c'est pas de l'antisémitisme! Mais les politicards d'Israël sont heureux d'être si bien soutenus (provisoirement) par des gens qui espèrent leur perte et qui les soutiennent comme la corde le pendu!

La solution est pourtant évidente. Que les grandes puissances garantissent la sécurité d'Israël (c'est déjà fait); les menaces de l'Iran sont déjà une blague car même leur déjanté président sait que s'il s'avisait d'attaquer Israël, son pays serait vitrifié aussi sec. Que l'on en revienne aux frontières de 1967, ce qui implique l'évacuation de toutes les colonies implantées depuis. Que l'ensemble du territoire, Palestine et Israël, soit mis sous contrôle international avec casques bleus interposés, ce à quoi Israël s'est toujours opposé de peur qu'une instance neutre ne voie ses pratiques. (...)

Derrière les discours qui promettent à terme l'installation d'un État palestinien, du genre de celui de la feuille de route, on constate que s'il existait suivant les vues d'Israël, ce serait un pays fantôme démuné de tous les attributs de la souveraineté et saucissonné en bantoustans isolés les uns des autres, n'ayant aucun droit de transport et de contrôle des frontières (aérien, routier, maritime), sans indépendance financière (Israël maîtrisant les dites frontières et actuellement ne versant même pas les taxes sur les exportations pour punir les Palestiniens de leur mauvais vote, que pourtant, comble de l'hypocrisie, Israël espérait afin de pouvoir légitimer sa politique de sécurité et de séparation en agitant l'épouvantail du Hamas qu'il avait lui-même suscité contre l'OLP et le Fatah d'Arafat), etc.

Dans la conjoncture actuelle, on ne s'étonnera donc pas que le Hamas, récent vainqueur des élections législatives, ne veuille en aucun cas reconnaître un État dont la stratégie consiste depuis longtemps à nier l'existence même du peuple palestinien. Et, par rapport à cela, les pressions européennes sur lui sont tout simplement indignes. Quant aux pressions des États-Unis, on s'y attend: Israël est la tête de pont de son impérialisme dans la région. Ce n'est pas une stratégie gagnante à long terme contre 400 millions d'Arabes et un milliard de musulmans de par le monde. Et, un jour ou l'autre, l'Iraq aura la bombe, comme le Pakistan ou l'Inde. Du reste, on ne voit pas pourquoi la bombe serait un oligopole de quelques happy fews?

J. L.



... les menaces de l'Iran sont déjà une blague car même leur déjanté président sait que s'il s'avisait d'attaquer Israël, son pays serait vitrifié aussi sec.



Germinal

LES REVUES CONTEMPORAINES qui se proposent d'explorer, de défricher, de comprendre pour enrichir la culture, l'histoire, la philosophie et le projet libertaire sont rares. Plus rares encore sont celles qui s'affirment dans une visée, un contenu ou une base universitaires. Non pour mettre sur pied un élitisme quelconque, mais pour réhabiliter la connaissance associée à la lenteur, nécessaires pour l'étude et la compréhension, et trop peu courantes dans les revues et journaux militants qui suivent le rythme du monde. Parmi ces raretés éditoriales, on notera la revue semestrielle *Verve*, qui s'intègre dans le programme d'études en sciences sociales de l'Université catholique de Sao Paulo, au Brésil et qui vient de faire paraître son numéro 9.¹

Mais saluons plutôt la création de *Germinal*, « revue d'études libertaires » d'Espagne, dont le premier numéro est paru en avril. Le comité scientifique compte des noms d'enseignants de diverses universités européennes et américaines. Dans une brève introduction, le comité de rédaction décline la revue comme « une revue de recherche, en créant un espace pour le débat et la pensée. Un lieu pour repenser le passé comme un sentier qui s'ouvre vers la possibilité et la pluralité du futur ». Cette première livraison répond bien à la volonté du collectif éditorial qui écrit aussi que « notre livre de bord est la rigueur et la réflexion académique ».

Plusieurs travaux agrémentent les 144 pages de *Germinal*, loin, souvent, des perceptions univoques et bien peu rigoureuses que nous nous faisons des réalités historiques ou sociologiques du mouvement anarchiste et syndicaliste espagnols. J'en veux pour exemple la première contribution de Javier Paniagua sur les interprétations de l'enracinement de l'anarchisme en Espagne. Cette question continue à faire l'objet de travaux historiques ou de polémiques idéologiques.

Ici, sans forcément trancher la question, l'auteur nous offre une mise en perspective bien peu orthodoxe de l'évolution, et de la composition du mouvement anarchiste et de la CNT, de sa naissance à la chute de la République en 1939. Il met en évidence qu'il convient de replacer le qualificatif « anarchiste » appliqué à des personnes ou à des groupes, dans un contexte historique et idéologique d'une époque où ce qualificatif était



soit appliqué soit revendiqué souvent en dehors de critères idéologiques précis. Donc, il est impossible d'étudier et de comprendre le développement de la CNT en Espagne, sans en saisir l'hétérogène composition idéologique, du réformisme au radicalisme, ce qui explique les crises et les errances stratégiques de la Confédération.

Dans le même ordre d'idées, c'est une grave erreur d'imaginer le mouvement anarchiste des années 1930, principalement rassemblé dans la Fédération anarchiste ibérique, comme un bloc monolithique et omniprésent dans le paysage idéologique et syndical espagnol. L'auteur de cette passionnante contribution met en évidence que les agitateurs tels que Durruti et ses camarades ont empêché que le mouvement libertaire n'en reste au stade d'un réseau de collectifs éducationnistes et éditoriaux.

« Le mouvement libertaire espagnol, dans lequel il convient de compiler les groupes anarchistes, les aventures éditoriales, l'école rationaliste, les athénées libertaires et les anarcho-syndicalistes de la CNT dans leurs différentes versions, ont des langages différents unis dans une brumeuse unité de désir d'une société sans État et avec la plus grande liberté possible, mais avec la carence d'une stratégie propre comme l'interpréta Claudin. »

Cette contribution passionnante de Javier Paniagua éclaire l'histoire, notre histoire, et éclaire aussi les discussions, toujours vives, sur nos stratégies anarchistes d'aujourd'hui.

Sur un autre sujet, l'étude de Olga Roig Lopez sur l'École moderne et la rénovation pédagogique en Catalogne, est aussi d'un grand intérêt. Il est courant de prétendre que des pratiques ou des conceptions anarchistes sont reprises par d'autres écoles de pensée ou groupements non libertaires. Ici, l'auteure analyse finement comment se pose la divergence entre l'École moderne de Francisco Ferrer y Guardia et les autres écoles et courants pédagogiques contemporains et ultérieurs. Pour l'essentiel, la revendication d'une filiation avec le pédagogue anarchiste du siècle dernier et les pédagogues – catalanistes surtout – est discutable tant sur le fond, la forme que les finalités pédagogiques. Alors que l'un souhaitait amener à la formation d'une vision critique du monde pour participer à sa transformation, les autres s'inséraient surtout dans des vues catalanistes, où religion et bourgeoisie catalane n'étaient pas toujours bannies. Les arguments, clairement énoncés et argumentés, permettent au lecteur une meilleure connaissance des mouvements pédagogiques innovants en Catalogne et de reconnaître les concepts et les pratiques libertaires de ceux qui ne le sont pas du tout.

Faute de place, je ne ferai qu'annoncer une longue contribution sur l'étude de l'anarchisme individualiste en Espagne par Xavier Diez; un texte de Elena Sanchez Gomez sur Kant et Bakounine; une étude de Raquel Perez Brito sur la participation de la femme dans l'implantation de l'anarchisme aux Canaries, et l'histoire détaillée d'une localité devenue une enclave libertaire, Cuenca. À noter aussi les rubriques « Matériaux », « Centres de documentation », etc.

*Germinal*² mérite vraiment que l'on s'intéresse à elle, par la qualité, la rigueur et l'originalité de ses contributions et la mise en perspective historique qui permet de mieux comprendre le passé et notre présent, sans langue de bois ni tabous.

Daniel du Gard

1. www.nu-sol.org

2. Correspondance: apdo de correos 95, Azuqueca de Henares, Guadalajara, Espagne. ou: germinalrevista@yahoo.es

Renée Dunan

ou l'étonnant



M. de Steinthal

Felip Equy

MONSIEUR DE STEINTHAL: ce pseudonyme a été apparemment construit à partir de Stendhal et de Casanova de Seingalt. Mais aussi: Chiquita, Ethel Mac Singh, Luce Borromée, Laure Héron, Renée Camera, Marcelle La Pompe, Spaddy, Louise Dormienne, A. de Sainte-Henriette, Ky, Ky C. Sous tous ces pseudonymes et bien d'autres encore, se cachait Renée Dunan.

On sait peu de choses sur cette écrivaine qui, comme B. Traven, aimait brouiller les pistes. Elle n'a pas laissé de mémoires, et sa correspondance est rare.

Elle a écrit une cinquantaine d'ouvrages sur une courte période. L'essentiel de ses écrits ont été édités entre 1924 et 1934. Elle a publié jusqu'à huit titres par an.

Les genres de ses romans sont variés: érotisme, aventures, historique, policier, psychologique, ésotérique, fantastique, science-fiction. Elle a écrit des essais sur le naturisme et sur l'écrivain René Boylesve. Elle a publié des nouvelles dans des revues comme les *Œuvres libres*.

Elle serait née à Avignon en 1892 dans une famille d'industriels et serait décédée en 1936. Après des études chez les religieuses, avant de devenir journaliste, elle aurait travaillé dans des bureaux puis aurait beaucoup voyagé.

Elle a commencé sa carrière de journaliste littéraire en 1919. Qualifiée de « vitrioleuse » et de « pétroleuse », elle était une critique redoutée dans *Action*, le *Disque vert*, *Floréal*, *Images de Paris*, ou *Rives d'Azur*. À propos de cette revue, elle disait que c'était « la seule revue de France où il lui [était] également loisible de faire l'éloge de Lénine, de Rétif de La Bretonne et du dadaïsme ».

Féministe, anarchiste, dadaïste, pacifiste: tous ces qualificatifs lui conviennent. Elle s'en-

thousiasme pour le mouvement Dada. En contact avec Francis Picabia, elle a écrit dans la revue *Projecteur*. D'après elle, l'auteur dadaïste pouvait être ce qu'il voulait: « Fou, bicéphale, notaire, tétrapode, bolchevique; ramoneur ou paralytique; onirique ou paranoïaque. » Le 13 mai 1921, invitée par Breton, Péret et Tzara à venir témoigner lors du faux procès intenté à Maurice Barrès, elle ne s'y présenta pas.

Sa signature est présente dans des revues anarchistes ou socialistes: les *Humbles*, *l'Insurgé*, le *Libertaire*, *Clarté*, la *Volonté*, *l'Ordre naturel*. Elle prend la défense de prisonniers politiques, elle s'oppose au traité de Versailles, elle écrit la préface d'un livre sur le bain (l'*Enfer du bain* de Tullio Murri, 1926). Entre 1923 et 1927, elle signe des articles dans le *Progrès civique*, hebdomadaire publié par le Cartel des gauches. En 1925, elle a participé à une brochure d'André Lorulot sur le thème *L'impôt sur le capital sera-t-il bienfaisant?* Dans les années 1930, elle est membre de l'Union des intellectuels pacifistes (UIP).

Elle a collaboré à au moins deux numéros de *L'En dehors*, la revue anarchiste individualiste d'E. Armand. En 1928, elle y écrit « Le nudisme, revendication révolutionnaire? » et en 1933 « Le nudisme-et la moralité ». Le naturisme est également le thème d'un de ses romans *la Chair au soleil* (1930) qui est illustré par des photographies des centres gymniques des « Amis de Vivre ». Dans ces centres, on faisait l'apologie de la culture physique en plein air et de l'exposition des corps au soleil. Des anarchistes comme Charles-Auguste Bontemps ou Eugène Humbert y participèrent. La revue *Vivre intégralement* subit la censure, et Renée Dunan prit sa défense dans un livre de Bontemps, *Nudisme: pourquoi, comment* (1930).

En 1923, elle contribue au livre de Georges-Anquetil et Jane de Magny *l'Amant légitime ou la bourgeoise libertine*. Dans une lettre, publiée en annexe, aux côtés d'autres écrivains, elle donne son opinion sur la polygamie et la polyandrie. En 1927, elle collabore au livre de Maurice Hamel sur la prostitution. Dans *la Révolution sexuelle et la camaraderie amoureuse* (1934) d'E. Armand, elle répond à des questions sur la sexualité dans les milieux progressistes, les drames passionnels ainsi que sur la camaraderie amoureuse.

Elle voulait assumer librement sa sexualité et fut l'une des premières femmes à publier des romans érotiques. Les titres parlent d'eux-mêmes : *l'Amant trop aimé* (1925), *les Caprices du sexe* (1928), *Colette ou les amusements de bon ton* (1936), *Dévergondages* (1937), *les Jeux libertins* (1929), *Une même dessalée* (1927), *la Culotte en jersey de soie* (1923), etc.

La plupart ont été publiés dans la Collection gauloise aux éditions Prima. Il s'agissait de petits livres d'une cinquantaine de pages. La littérature érotique a en général une mauvaise image mais l'écriture de Renée Duran présente plusieurs qualités : intensité de la langue, richesse du vocabulaire, recherche littéraire. Elle affirme parfois un certain antimachisme. « Qu'est-ce qu'un homme ? une virilité. Mais combien faut-il de temps pour qu'une femme habile fasse de la plus fière des verges mâles... un chiffon ? » Elle n'hésite pas à mettre en scène des personnages féminins qui envisagent, sans pudeur ni perversité, les expériences amoureuses les plus extrêmes.

Les bien-pensants, tel l'abbé Louis Bethléem, qualifient ses articles d'« élucubrations » et ses romans d'« immondes ». Elle n'en a cure, ainsi qu'on peut le lire dans une lettre adressée à une correspondante : « Qu'on dise de moi ce qu'on veut, je m'en f... Mais qu'en dit-on ? Car c'est amusant à connaître, et seule une femme peut me le dire. Que j'ai des amants ? Que j'ai des amantes ? Que je fornicque avec des animaux ?... »

Sous le nom de Marcelle La Pompe, elle a écrit la préface des *Stupra* d'Arthur Rimbaud (1925). De ces trois sonnets érotiques, seul le troisième semble pouvoir être attribué à Verlaine et Rimbaud.

Le prix Lacombyne (1924), comme son nom l'indique est une satire des prix littéraires. On y voit un commando d'anarchistes enlever un membre d'un jury. Renée Duran se venge car elle avait raté le prix Goncourt en 1922 avec son premier roman *la Triple Caresse*. Le roman est illustré par le dessinateur renommé Jean Oberlé.

Ses romans historiques ont pour sujets : la préhistoire (*Magdeleine*, 1926), Jules César (*le sexe et le Poignard*, 1928), la papesse Jeanne (1929), la sorcellerie (*les Amantes du diable*, 1929), le Masque de fer (1929).

Ses romans policiers ont pour titres : *le Chat-tigre du service secret* (1933), *l'Épouvantable secret* (1934), *le Meurtre du milliardaire* (1934), etc.

Pour la science-fiction, on peut citer *la Dernière Jouissance* (1925), roman de la fin du monde...

Dans *Baal ou la magicienne passionnée* (1924) elle montre ses connaissances de l'occultisme, du magnétisme et de la magie. Son intérêt pour l'occultisme se retrouve dans sa collaboration à la Grande Encyclopédie illustrée des sciences occultes (1937).

Après 1929, Renée Duran connaît des difficultés financières. Elle doit notamment mettre en vente une partie de sa bibliothèque.

D'après certaines sources, elle serait morte le 8 août 1936. Mais rien n'est simple avec Renée Duran. Il existe des lettres de son écriture datées de 1938. Elle aurait alors vécu à Sainte-Maxime dans le Var. Dans les années 1940, un certain Georges Duran affirmait être l'auteur des ouvrages signés par Renée Duran. Et Georges lui, est bien décédé à Nice en décembre 1944.

Merci à Dominique Petit pour toutes ses précieuses informations. **F. E.**

Sources (rares)

- « Renée Duran » par Claudine Brécourt-Villars. Dans *Fascination : le musée secret de l'érotisme*, n° 27, 2^e trimestre 1985, pp. 21-25.
- « Renée Duran ou la femme démystifiée » par Claudine Brécourt-Villars. Dans *Histoires littéraires*, n° 2, avril-mai-juin 2000, pp. 51-66.

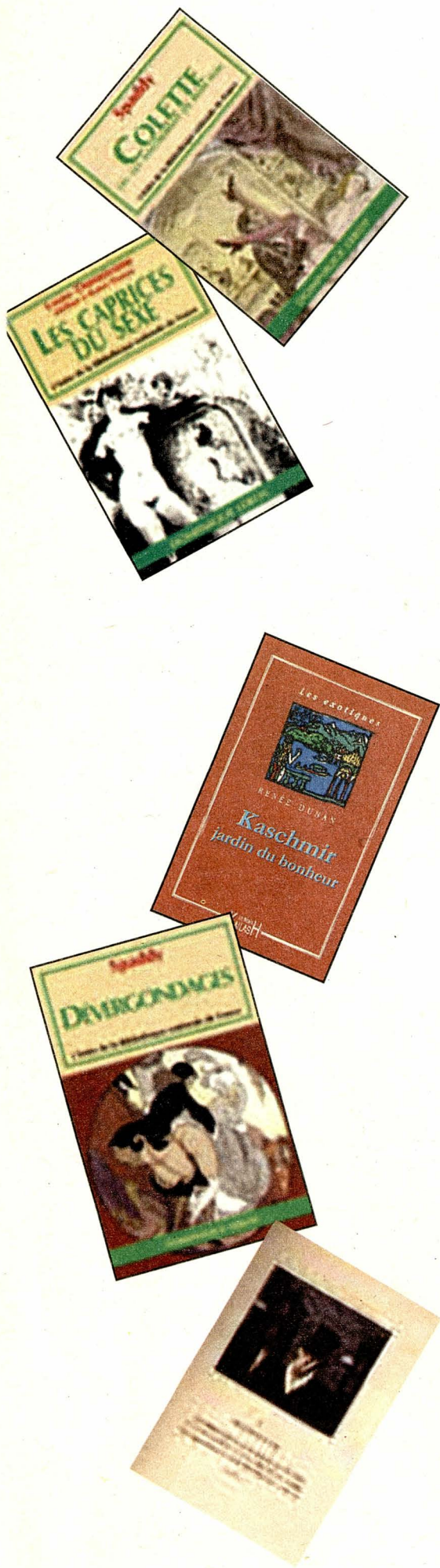
Livres disponibles

- *Les Caprices du sexe ou les audaces érotiques de Mademoiselle Louise* de B. par Louise Dormienne (Renée Duran). La Musardine, 2000, 187 p.
- *Colette ou les amusements de bon ton* par Spaddy. La Musardine, 1998.
- *Kaschmir, jardin du bonheur* par Renée Duran. Kailash, 1998, 200 p.

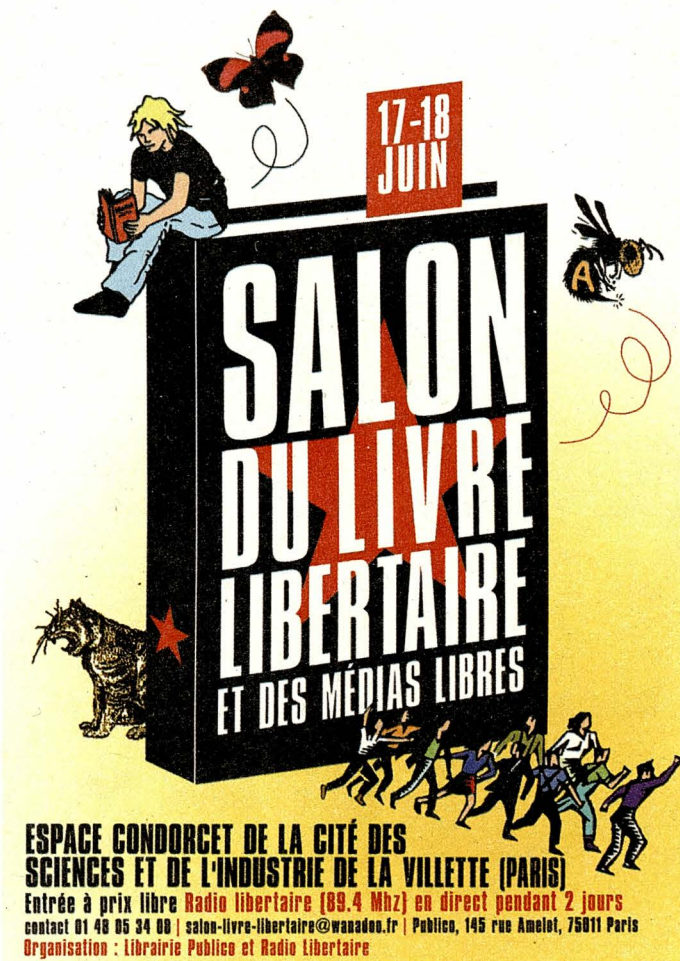
Tous les nombreux autres ouvrages de Renée Duran sont épuisés mais se trouvent assez facilement chez les libraires de livres anciens.

Sur Internet

- *Le Métal : histoire d'il y a vingt mille ans* par Renée Duran, illustré par Henry Chaprout, Floréal, n° 41-43, novembre 1920. Sur le site Trussel's EclectiCity : <http://www.trussel.com/prehist/lemetal.htm>
- « Le Nudisme, revendication révolutionnaire ? » par Renée Duran, *L'En dehors*, n° 148-149, mi-décembre 1928. Sur le site Naturisme et anarchisme : <http://ytak.club.fr/natdunan.html>



Salon du livre libertaire et des médias libres



Le samedi 17 juin de 13 h à 14 heures :

L'anarchisme en personnes : Mimmo Pucciarelli présente « Au plus près du mouvement et des personnes engagées autour du drapeau noir » qui, depuis bientôt deux siècles, n'a pas perdu de sa vigueur.

Tel est l'objectif de l'ensemble d'entretiens que M. Pucciarelli et L. Patry ont recueillis dans le premier volume de l'Anarchisme en personnes où on y retrouvera les récits de vie de E. Colombo, R. Creagh, A. Bertolo, M. Enckell, J. Clark et J.-M. Carvalho Ferreira. Le deuxième volume intitulé Claire l'enragée, contient le récit de vie de l'historienne féministe et anarchiste Claire Auzias.

De 16 h à 17 heures :

La chevauchée anonyme : Une attitude internationaliste devant la guerre (1939-1942). Présentation par Charles Jacquier (auteur de l'avant-propos et de la postface).

À la manière d'un roman, la Chevauchée anonyme évoque les destinées aventureuses de ceux que l'on a quelquefois nommés les « révolutionnaires du troisième camp ». La plupart n'avaient pas attendu la déclaration de guerre, en 1939, pour s'opposer au fascisme dans leur pays d'origine, qu'ils fussent antifascistes italiens, allemands ou espagnols.

De 16 h à 17 heures :

François Roux présente son livre le samedi 17 juin la Grande Guerre inconnue : les poilus contre l'armée française.

La guerre de 14-18 ne s'est pas déroulée comme le racontent les livres d'histoire. Non seulement les poilus n'ont pas « consenti » à leur sacrifice, mais ils ont résisté avec acharnement à l'armée française et aux gradés qui les envoyaient à la boucherie.

Le dimanche 18 juin de 10 h à 11 heures :

La Mort de l'Asile – Histoire de l'Antipsychiatrie, rencontre-débat avec Jacques Lesage de La Haye autour de son dernier livre paru aux Éditions libertaires.

De 13 h à 14 heures :

« Critiques et résistances à la guerre en 14-18 », rencontre-discussion avec Nicolas Offenstadt, auteur du livre : les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective (1914-1999).

De 13 h à 14 heures :

« Syndicalisme institutionnel et/ou alternatif ». La Question sociale a consacré les dossiers de ses numéros 2 et 3 à établir un état des lieux du syndicalisme réel, sur son versant institutionnel (n° 2) et

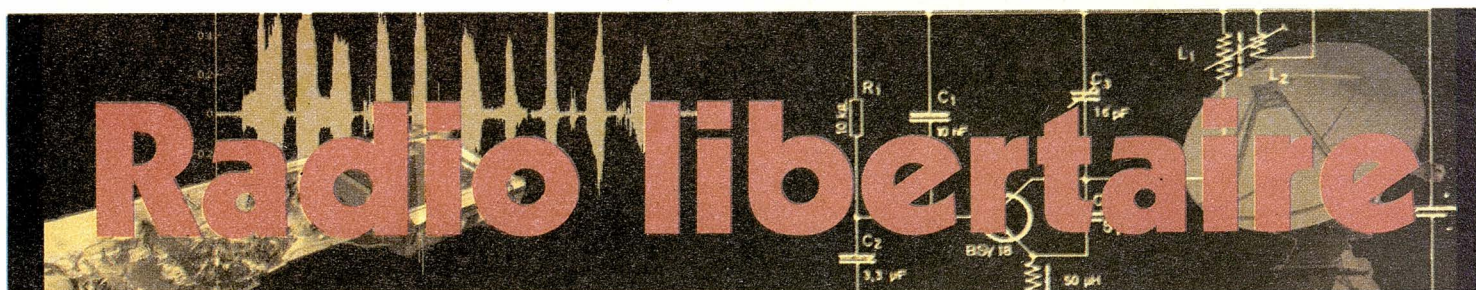
« alternatif » (n° 3). Quelle est la fonction du syndicalisme du point de vue des différentes parties prenantes ? Y a-t-il une crise du syndicalisme et que signifie-t-elle ? En quoi les syndicats nés en rupture avec les grandes centrales sont-ils une alternative, notamment dans la perspective d'un changement radical des rapports de production ? Quels liens y a-t-il entre les discours affichés et la réalité sur le terrain ?

Lectures de textes et poésies

Avec Marie-Claire Calmus, Roger Dadoun, Fred, etc.

Les Renseignements généreux

Présentation du collectif, de sa démarche et de ses travaux par Paul Scheffer.



Jeudi 15 juin

Chronique hebdo à 10 heures:

Analyse libertaire de l'actualité. Rencontre avec Chantal Montellier, auteure de BD et de dessins de presse, pour son dernier album: *Tchernobyl mon amour*, édité chez Actes Sud.

De rimes et de notes à 12 heures:

Actualité de la chanson et du spectacle. Émission animée par Marlène Bouvier.

Radio cartable à 14 heures: Émission réalisée par les élèves des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Si vis pacem à 18 heures: Les profiteurs de guerre. Invité: XXX, corbeau du groupe EADS.

Les enfants de Stonewall — Bistouri oui-oui! à 19h30: La radio trans', faite par des trans'... et pour tout le monde! Avec lazz et Oscar, pour nous parler de l'association « C'est pas mon genre! » (<http://www.cestpasmongenre.com>), toute nouvelle et seule association trans' du Nord. Elle se veut aussi à l'écoute de l'entourage (parents, conjoints, enfants...), et d'une façon générale de toutes les personnes intéressées par les questions trans'.

Epsilonia à 22 heures: Musiques expérimentales et expérimentations sonores. Invité: l'association In famous (producteur indépendant consacré aux nouvelles pratiques artistiques) qui programme, à la Cité de la Musique et au Point Éphémère, une série de concerts / performances reflétant la scène électronique, rock et pop japonaise actuelle.

Vendredi 16 juin

Enjoy polar à 12 heures: Littérature noire. Rendez-vous avec Didier Daeninckx, pour *Itinéraire d'un salaud ordinaire* (Gallimard).

Place aux fous à 13 heures:

Philosophie & musique. Disciplines de l'indiscipline. Éric Tessier nous gratifiera d'une

surprise musicale dont il garde le secret et Olivier Pascual poursuivra sa chronique consacrée à Platon, tout juste avant de se rendre au Salon du livre libertaire, tout le week-end à la Villette.

Ca booste sous les pavés à 22h30:

Pas d'émission. Pause d'une semaine.

Samedi 17 juin

Émission spéciale de 10 heures à 20 heures au Salon du livre libertaire.

Les 17 et 18 juin, deux jours en direct de l'Espace Condorcet à la Villette, pour le Salon du livre libertaire et des médias libres. Les émissions habituelles sont déprogrammées pour l'occasion et s'associent à l'événement.

Chronique syndicale à 11h30: Spécial 25 ans: Les médias alternatifs.

Chroniques rebelles à 13h30: Spécial 25 ans: La décroissance et le défi énergétique.

Dimanche 18 juin

Émission spéciale de 10 heures à 16 heures au Salon du livre libertaire (comme le samedi 17 juin).

Ni maître, ni dieu à 10 heures:

Spécial 25 ans: La pensée anticléricale.

Tempête sur les planches à 14 heures:

Spécial 25 ans: Le monde du travail et sa représentation.

Des mots, une voix à 15h30: Des mots, des auteurs. L'émission recevra, de 16 heures à 17 heures, l'écrivain Emmanuel Venet, pour son livre *Ferdière, psychiatre d'Antonin Artaud* (sorti chez Verdier) et Sandrine Charlemagne pour son livre *Rêve d'une fille numide*, Dorval Éditions.

Il y a de la fumée dans le poste à 18h30:

Appel du 18 joints.

Pour rejoindre 30 ans de résistance

cannabique, cliquez, signez et faites tourner:

<http://www.18joint.org>.

Lundi 19 juin

Ondes de choc à 16 heures: Magazine culturel. Invité: Alain Pierre Pillet, poète suisse à l'éventail multiple.

Agora libertaire à 18 heures: Histoires d'eau. Émission l'Insoumise du groupe de Rouen. Et si on reprenait en main la gestion de l'eau?

Mardi 20 juin

Pas de quartiers... à 18 heures:

L'actualité près de chez vous. Interview de Fabienne Brutus, à propos de son livre très (im) pertinent sur les dessous (douteux) de l'ANPE...

Paroles d'associations à 19h30:

Magazine de la vie associative et culturelle. La Gay Pride: au-delà des clowneries bien ringues, des perspectives politiques; avec Patrick Schindler.

Jazz en liberté à 22h30: Free jazz et musiques improvisées. Invités: Nicole Courtois-Higelin, pour la présentation du Festival de Jazz des Cinq Continents à Marseille (du 26 au 29 juillet 2006 au Parc Longchamp); et Alfio Origlio, pour la présentation de son nouvel album *Ascendances* (sur le label Cristal Records).

Mercredi 21 juin

Fête de la musique libertaire à minuit:

La roue: 25 heures de musique inouïe! De minuit à minuit et plus, toute la journée du 21 juin, Radiolibertaire fête ses 25 ans en vous offrant 25 heures de musique indépendante, en direct des studios Campus. Les émissions habituelles s'associent à l'événement pour vous proposer un programme musical libre et engagé.

89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

À l'occasion du Salon du livre libertaire, la librairie du Monde libertaire sera fermée samedi 17 et lundi 19 juin. Nous vous attendons nombreux à La Villette! La bibliothèque LA RUE sera fermée le samedi 17 juin.

Du 2 au 25 juin 2006, exposition « Présence antillaise 2 mo 14 pawol » à l'Espace Cargo 21, 21, rue Cavé, 75018 Paris, métro Château-Rouge, tel: 01 42 23 56 56. Ouverture du lundi au dimanche de 14 heures à 19 heures.

Vendredi 16 juin Paris 18^e

À l'initiative du groupe Pierre Besnard, de la Fédération anarchiste, rencontre-débat sur le thème « Réflexions et pratiques libertaires sur l'éducation », à 20 heures, au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche.

Paris 14^e

Expo photo sur le mouvement anti-CPE: de juin à septembre, exposition du groupe « Photos contre la répression », en association avec le collectif anti-répression. En soutien avec les inculpés, à partir de 19 heures, à la « gare expérimentale », 1, rue De Paturle, Métro Porte-de-Valves ligne 13. Concerts + expo + bar + barbecue. PAF: 5 euros (les photos resteront là-bas jusqu'au 23 juin).

Lyon 1^{er}

La Fédération anarchiste de Lyon (Les Enragés) organise une soirée sur les prisons avec lecture des poésies de détenus par Maurice Jeanniard, chansons par Bernard Pinet, débat animé par Éric Jayat de l'association Axes Libres à La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc. Prix libre

Besançon (25)

Grande soirée de sensibilisation et de lutte contre la précarité. Au programme: Mariage de Vacatine et Remi (19h30 précises) Apéro Buffet sénégalais, musique, à partir de 19 heures, salle David, 11, rue Battant.

Samedi 17 juin Paris 19^e

Samedi 17 et dimanche 18 juin, Salon du livre libertaire et des

médias libres: des milliers de livres, de revues, de magazines, de CD, DVD, des éditeurs, des auteurs, des radios libres, des sites internet... à la Cité des sciences et de l'industrie.

Champigny-sur-Marne (94)

Concert de Astier, en trio avec JB Laya et A. Licuasati, au Bélvédère, 3, avenue Jean-Jacques-Rousseau. Tél: 01 48 80 54 89.

Bordeaux

Bric-à-brac rock'n roll (troc, échanges, etc.) à partir de midi, à l'Athénée libertaire (local militant autogéré anarchiste, <http://www.atheneelibertaire.net> librairiedumuguet@no-log.org), 7, rue du Muguet.

Lundi 19 juin Clermont-Ferrand

Soirée musique en friche collectif jaaaaazz au Raymond, 77, avenue Edouard-Michelin. collectif jaaaaazz + d'infos sur <http://www.lekalk.info/>

Jeudi 22 juin Bordeaux

Émission de radio « Achaïra! » avec son éphéméride, son thème (l'immigration), ses coups de Cœur/coups de gueule, ses chroniques (poésie, littérature jeunesse, international et librairie) et son agenda de 21h30 à 22h30 sur La Clé des Ondes 90,1 MHz animée par le Cercle Jean-Barrué (cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org) et la Librairie du Muguet (librairiedumuguet@no-log.org).

Vendredi 23 juin Bordeaux

Concert rock'n roll avec les Wonkey Monkeys, etc. à partir de 19h30, à l'Athénée libertaire (local militant autogéré anarchiste <http://www.atheneelibertaire.net> librairiedumuguet@no-log.org), 7, rue du Muguet.

Samedi 24 juin Saint-Rémy (71)

Forum social libertaire organisé par le groupe la vache noire. Pour plus d'infos: 06 09 30 79 34, et sur libertaire71.monsite.wanadoo.fr

Mardi 27 juin Nancy

Soutenance de la thèse Jean-Marc Delpech sur Alexandre Marius Jacob à 14h30, à l'université de Nancy 2, fac de lettres, salle des actes (G04) à côté du secrétariat du 3^e cycle.

Mercredi 28 juin Bordeaux

Conférence de Pierre Rimbert sur le thème « Quand la presse se couche devant le libéralisme » autour de son ouvrage */Libération: de Sartre à Rothchild/* chez « Raisons d'agir », à 20h30, Athénée libertaire (local militant autogéré anarchiste, <http://www.atheneelibertaire.net> librairiedumuguet@no-log.org), 7, rue du Muguet à Bordeaux

Jeudi 29 juin Merlieux (02)

De 18 heures à 21 heures, le groupe Pierre-Kropotkine de la FA reçoit Céline Beaudet, Tony Legendre et Dominique Petit, à la bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Thème de la soirée: « Les milieux libres anarchistes. » Apéro offert. Table de presse. Entrée libre.

Samedi 1^{er} juillet Saint-Claude (39)

Concert en soutien à l'infokiosk: Les Konkasseurs (@punk lokal) + Bloody fingers (punk enragé Besak), au Coffre-Fort, rue de Bonneville, à 21 heures. groupelucio@altern.org

Bordeaux

Journée proposée par la chorale Cri du Peuple pour les 70 ans de la guerre d'Espagne, au Local du CLAV, à l'occasion de sa fermeture, au CLAV, 61, rue de Tausia.

Vendredi 7 juillet Toulon

Hommage à la révolution espagnole. Le groupe Nada de la Fédération anarchiste organise une projection-débat sur « Espagne 1936: il était une fois la révolution » à 20h30, à « La Salle », 223 avenue Henri Poincaré, quartier La rode. Table de presse Apéro et Entrée libre.

FORUM SOCIAL LIBERTAIRE

Organisation : « la Vache Noire » groupe libertaire de Saône et Loire

S^t Rémy

banlieue sud Chalon/Saône (71)

Samedi 24 juin 2006

* Débats

* Animations

* Stands

* Tables de presse

* Expositions

* Concerts

La Vache
Noire



* Espace enfants

* Jeux

* Jonglage

Entrée : Prix libre

info : 06 09 30 79 34 - et sur le site
libertaire71.monsite.wanadoo.fr

imprimé à ne pas jeter sur la voie publique